

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 186

[2008/200131]

20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 26, 27, 28, 30, 33, 35, 39, 40-6°, 41-1°, 42 à 46;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er}bis, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999 et modifié par les décrets des 8 juin 2001, 25 octobre 2001, 29 avril 2004, 15 décembre 2005 et 2 février 2006;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 10 décembre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 juillet 1993, 4 mai 1995 et 6 février 2003;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) en vue du redéploiement des Forces Armées à Liège-Bierset et de l'octroi aux communes d'Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse de compensations planologiques réservées dans le cadre de la révision du plan de secteur de Liège en vue de permettre le développement de l'activité aéroportuaire de Liège-Bierset et de l'activité qui lui est liée;

Considérant que cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* le 26 septembre 2007;

Vu l'article 5 du décret du 20 septembre 2007 complétant le contenu des études d'incidences que le Gouvernement wallon doit faire réaliser sur les avant-projets de révision de plan de secteur qu'il adopte en insérant un article 42, alinéa 2-10°bis au Code;

Considérant que ce complément vise les compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du Code;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège ne définit pas de compensations pour les 88 ha de zones d'habitat et d'habitat à caractère rural que le Gouvernement wallon projette d'inscrire au plan de secteur de Liège en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de Liège; qu'en effet, le Gouvernement wallon avait pris alors l'option de charger l'auteur d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège de l'éclairer sur les incidences environnementales de l'inscription des zones susvisées avant de définir les compensations les plus adéquates;

Considérant que cette option est aujourd'hui inadéquate et qu'il convient de fixer les compensations visées par l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du Code pour les zones susvisées;

Considérant que le Gouvernement wallon constatait dans les motivations de son arrêté du 19 juillet 2007 que les options d'aménagement du territoire qu'il avait fixées en 2003 seraient très sérieusement affectées si l'inscription des nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural qu'il projette d'inscrire à Ans et à Saint-Georges-sur-Meuse devait être compensée par la modification en zones non destinées à l'urbanisation d'une partie des zones destinées à l'urbanisation situées aujourd'hui dans la zone polarisée par l'activité aéroportuaire;

Considérant que le Gouvernement wallon a dès lors élargi sa recherche à l'ensemble du plan de secteur de Liège;

Considérant que l'ancien fort d'Eben-Emael et la carrière située à l'ouest de celui-ci sont aujourd'hui couverts en grande partie par le site Natura 2000 BE33003B0 "Montagne Saint-Pierre" proposé à la Commission européenne par la décision du Gouvernement wallon du 26 septembre 2002, complétée par ses décisions du 3 février 2004 et du 24 mars 2005;

Considérant que tant le maintien en zone destinée à l'urbanisation de la zone de services publics et d'équipements communautaires que l'exploitation potentielle de la zone d'extraction inscrites au plan de secteur de Liège ne sont pas adéquate au regard de la politique de protection de la nature que le Gouvernement wallon met en œuvre pour les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

Considérant qu'il s'indique en conséquence de retenir au titre de compensation planologique :

— la modification en zone agricole, en zone naturelle, en zone d'espaces verts et en zone de parc de la zone de services publics et d'équipements communautaires couvrant l'ancien fort d'Eben-Emael;

— la modification en zone agricole et en zone naturelle de la zone d'extraction située à l'ouest de la précédente;

— la modification en zone naturelle de la zone agricole située entre les deux zones précédentes;

Considérant, en conclusion, qu'il s'indique, outre les modifications planologiques projetées dans le cadre de l'avant-projet de révision de plan de secteur de Liège adopté le 19 juillet 2007, d'inscrire :

— une zone naturelle d'une superficie de 56,1 hectares à Bassenge et Visé sur des terrains situés en zone de services publics et d'équipements communautaires;

— une zone agricole d'une superficie de 18,1 hectares à Bassenge et Visé sur des terrains situés en zone de services publics et d'équipements communautaires;

— une zone de parc d'une superficie de 3,7 hectares à Bassenge sur des terrains situés en zone de services publics et d'équipements communautaires;

— une zone d'espaces verts d'une superficie de 0,1 hectares à Bassenge sur des terrains situés en zone de services publics et d'équipements communautaires;

— une zone agricole d'une superficie de 0,9 hectares à Bassenge sur des terrains situés en zone de services publics et d'équipements communautaires;

— une zone naturelle d'une superficie de 1,5 hectares à Bassenge sur des terrains situés en zone d'extraction;

— une zone naturelle d'une superficie de 1,7 hectares à Bassenge sur des terrains situés en zone agricole;

— une zone agricole d'une superficie de 4,1 hectares à Bassenge sur des terrains situés en zone d'extraction;

Considérant que l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège tel que complété se traduit par l'inscription :

— de 88 hectares de nouvelles zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, réservées dans la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003, compensées par le transfert de 84,6 hectares de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation;

— de 67,4 hectares de nouvelles zones destinées à l'urbanisation, compensées par le transfert de 71,7 hectares de zones existantes destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation;

Considérant que le projet de contenu de l'étude d'incidences adopté par le Gouvernement wallon le 19 juillet 2007 doit également être modifié pour les mêmes motifs; qu'il y a lieu, d'une part, de considérer l'ensemble des compensations définies en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o du Code comme une composante du projet et, d'autre part, d'y faire figurer les compensations définies par le présent arrêté;

Considérant qu'il y a lieu de circonscrire, en matière de compensations, la validation des besoins et de la localisation des différentes zones d'affectation de l'avant-projet ainsi que la recherche des variantes :

— au territoire couvert par le plan de secteur de Liège pour ce qui concerne les compensations planologiques des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural réservées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003;

— aux territoires des communes de Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse pour ce qui concerne les autres compensations planologiques.

Considérant enfin que le Gouvernement wallon a pris l'option d'intégrer dans le nouveau projet de contenu de l'étude d'incidences les remarques que les instances, auxquelles il a soumis le projet adopté le 19 juillet 2007, lui ont fait parvenir ainsi que l'exigence d'examiner l'impact de l'avant-projet sur l'équilibre oro-hydrographique de la commune d'Awans afin de disposer des informations techniques nécessaires au dimensionnement du bassin d'orage projeté dans le cadre des travaux du remembrement de Fexhe-le-Haut-Clocher au sud-est de la rue Raymond Bauwin;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. L'avant-projet de révision des planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N du plan de secteur de Liège adopté le 19 juillet 2007 est confirmé, conformément au plan ci-annexé.

Art. 2. Le Gouvernement décide, au titre de compensations planologiques complémentaires, l'inscription :

- d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Bassenge;
 - de deux zones naturelles sur le territoire de la commune de Bassenge;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Bassenge;
 - d'une zone naturelle sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé;
 - d'une zone agricole sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé;
 - de trois zones agricoles sur le territoire de la commune de Bassenge,
- conformément aux plans ci-annexés.

Art. 3. Le Gouvernement adopte le projet de contenu d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège annexé au présent arrêté.

Art. 4. Le Gouvernement charge le Ministre du Développement territorial de soumettre ledit projet de contenu d'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège, pour avis, à la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, puis de le lui représenter ensuite pour approbation.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe

CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

L'avant-projet de révision des planches 34/6, 34/7, 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N du plan de secteur de Liège adopté par arrêté du Gouvernement wallon du XXX porte sur l'inscription :

- des composantes de l'avant-projet énumérées ci-dessous :
 - d'un périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset en surimpression aux zones du plan de secteur situées dans le périmètre de la zone A du plan de développement à long terme de l'aéroport de Liège-Bierset sur le territoire des communes de Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse;
 - d'une zone d'habitat assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.14" sur le plan sur le territoire de la commune de Ans;
 - de deux zones d'habitat à caractère rural assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.14" sur le plan sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Ans;
 - de deux zones de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire des communes de Grâce-Hollogne et Fexhe-le-Haut-Clocher;
 - d'une zone de services publics et d'équipements communautaires sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - d'une zone d'activité économique mixte assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.05" sur le plan sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - de deux zones d'activité économique industrielle assorties de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.02" sur le plan sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;

- de deux zones d'aménagement communal concerté sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- des compensations planologiques suivantes :
 - de neuf zones agricoles sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Flémalle;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne;
 - d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
 - d'une zone de parc sur le territoire de la commune de Bassenge;
 - de deux zones naturelles sur le territoire de la commune de Bassenge;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Bassenge;
 - d'une zone naturelle sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé;
 - d'une zone agricole sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé;
 - de trois zones agricoles sur le territoire de la commune de Bassenge;
- et de la correction d'une erreur matérielle datant de la révision du plan de secteur de Liège arrêtée par le Gouvernement wallon le 6 février 2003 :
 - de la limite de la zone d'activité économique mixte située sur le territoire de la commune de Flémalle assortie de la prescription supplémentaire repérée par le sigle "S.04" sur le plan.

1. Ampleur de l'étude d'incidences et degré de précision des informations (article 42, alinéa 2 du C.W.A.T.U.P.E.)

0. Ampleur de l'étude d'incidences.

L'étude d'incidences portera sur l'inscription :

- du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire;
- des nouvelles zones destinées à l'urbanisation;
- de la zone de services publics et d'équipements communautaires de 24 hectares sur le territoire communal de Ans;
- des deux zones d'activités économiques industrielles au sud et à l'est de Ferdoux et de la zone d'activité économique mixte projetée au sud de Bierset, sur le territoire de la commune de Grâce-Hollogne.

Elle analysera l'impact des compensations planologiques du projet :

- zones d'espaces verts;
- zones naturelles;
- zones agricoles;
- zones de parc.

L'auteur de l'étude limitera son analyse aux composantes de l'avant-projet susceptibles d'avoir une influence non négligeable sur l'environnement. Il justifiera la pertinence de ses choix.

L'étude pourra se référer aux renseignements utiles obtenus lors de l'étude d'incidences réalisée dans le cadre de l'instruction de la révision du plan de secteur de Liège adoptée le 6 février 2003 et de l'instruction des permis uniques et des permis d'environnement qui couvrent l'exploitation de l'aéroport; les préciser, les compléter et les actualiser.

L'étude suivra le principe d'une démarche "en entonnoir", c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des différentes composantes de l'avant-projet se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre concerné.

L'analyse des besoins justifiant l'avant-projet et de la localisation de ses composantes ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites aux territoires suivants :

- périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire : territoires attenants à l'aéroport de Liège-Bierset;
- redéploiement des Forces armées : territoires attenants aux pistes de l'aéroport de Liège-Bierset;
- zones d'habitat et d'habitat à caractère rural : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- zones d'activités économiques : territoires des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Grâce-Hollogne;
- zones de services publics et d'équipements communautaires : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- compensations planologiques des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural réservées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 : territoire couvert par le plan de secteur de Liège;
- autres compensations planologiques : territoires des communes de Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse.

L'étude d'incidences analysera en particulier :

- les bénéfices sur le plan environnemental de la localisation d'un nouveau stade de football et d'une école de formation pour les jeunes à Ans
- l'impact de l'avant-projet sur l'équilibre oro-hydrographique de la commune d'Awans.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes de l'avant-projet ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées.

Le périmètre d'étude (échelle micro-géographique) des composantes de l'avant-projet susceptibles de perturber la diversité biologique, la population (mobilité,...), les eaux (souterraines, de surface, usées...), l'air, les facteurs climatiques, les paysages, l'activité agricole et forestière dépendra du territoire susceptible d'être touché pour chacune des problématiques étudiées.

En particulier, le périmètre d'étude des composantes de l'avant-projet susceptibles de perturber la faune, la flore, les sols, les biens matériels et le patrimoine culturel sera circonscrit aux terrains concernés.

2. Degré de précision des informations.

Le contenu de l'étude d'incidences retenu ci-dessous a été établi en tenant compte des spécificités de l'avant-projet et constitue un document dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du C.W.A.T.U.P.E.

Tous les points du présent contenu doivent, a priori, être considérés comme étant indispensables, néanmoins l'auteur de l'étude peut proposer d'alléger l'analyse de certains points, pour autant qu'il en démontre la non-pertinence par rapport à l'avant-projet étudié.

Par ailleurs, s'il l'estime important par rapport au dossier analysé, l'auteur de l'étude peut toujours aborder et développer l'un ou l'autre point qui ne serait pas repris dans le présent contenu.

Les éléments constitutifs de la situation de droit et de fait et les facteurs de modification (ou composantes perturbatrices) du milieu sont inventoriés en annexe, à charge pour les auteurs de l'étude d'incidences de ne retenir dans l'analyse que ceux qui se révèlent pertinents ou d'ajouter les éléments qu'il s'avérerait nécessaire de considérer.

Une attention toute particulière sera accordée aux éléments suivants :

- évaluation de l'impact de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège sur la mobilité, les réseaux et les infrastructures (plan d'assainissement du sous bassin hydrographique de la Meuse-aval, etc.);
- évaluation de l'impact de la zone de réservation de l'infrastructure aéroportuaire de Liège-Bierset sur les biens immobiliers inscrits à l'inventaire du patrimoine monumental de la Wallonie; propositions de réaffectations;
- évaluation de l'impact du développement de la base militaire sur la santé humaine (bruit) et l'aménagement des zones voisines;
- analyse des besoins en zones d'habitat sur le territoire des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de la zone d'habitat projetée sur la commune de Ans sur les eaux (souterraines), le paysage et l'aménagement des zones voisines;
- évaluation des contraintes à l'implantation des zones urbanisables projetées sur la commune de Ans;
- évaluation de l'impact de la zone de services publics et d'équipements communautaires projetée sur la commune de Ans sur l'aménagement des zones voisines;
- analyse des besoins en zones d'activités économiques sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de la zone d'activité économique mixte projetée sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse sur la population (mobilité) et le paysage;
- évaluation des contraintes, physiques notamment, à l'implantation des zones urbanisables projetées sur la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- évaluation de l'impact de l'inscription de nouvelles zones destinées à l'agriculture à Flémalle et Saint-Georges-sur-Meuse sur l'activité agricole;
- évaluation des contraintes résultant des zones de prévention établies autour des captages existants sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège;
- évaluation des contraintes résultant de la présence de dépotoirs sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège;
- évaluation des niveaux sonores prévisionnels auxquels seront soumis les zones destinées à la résidence du fait du bruit généré par les infrastructures routières et ferroviaires, le trafic aérien et les industries et activités soumises à permis d'environnement;
- évaluation des contraintes résultant de la présence d'anciennes exploitations minières, de phosphate de chaux, de craie et de silex sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège.

Cette liste n'est aucunement exhaustive.

La révision du plan de secteur de Liège constitue le cadre des projets et des activités suivantes :

- maintien et protection de l'infrastructure aéroportuaire;
- redéploiement des Forces armées;
- une zone résidentielle de 43 ha sur le territoire de la commune de Ans et deux zones résidentielles de 45 ha sur le territoire de la commune de Saint-Georges-sur-Meuse;
- construction d'un stade de football et d'une école de formation pour jeunes à Ans;
- activités économiques projetées à Grâce-Hollogne;
- construction d'une maison de retraite et de logements intergénérationnels à Saint-Georges-sur-Meuse.

Le degré de précision de l'étude d'incidences devra dans ce cas être équivalent à celui que l'on exigerait pour l'évaluation des incidences relative aux demandes de permis d'urbanisme pour chacun d'eux.

Phase I : ANALYSE DE L'AVANT-PROJET

A. RESUME DU CONTENU DE L'AVANT-PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR ET DESCRIPTION DES OBJECTIFS ET DES MOTIVATIONS DU GOUVERNEMENT WALLON

(article 42, alinéa 2, 1^o du C.W.A.T.U.P.E.)

A.1. Résumé du contenu de l'avant-projet de révision du plan et description des objectifs et des motivations du Gouvernement wallon

Il s'agit de résumer l'objet de la révision du plan de secteur de Liège et d'identifier les objectifs et les motivations du Gouvernement wallon tels qu'ils apparaissent dans l'arrêté adoptant l'avant-projet de plan.

Par objet de la révision du plan de secteur de Liège on entend : les zones d'affectation, les périmètres où une protection particulière se justifie, les prescriptions supplémentaires d'ordre urbanistique ou planologique, les autres mesures d'aménagement et leur cartographie.

Par objectifs du Gouvernement wallon on entend les buts qu'il poursuit en décidant de réviser le plan.

Par motivations du Gouvernement wallon on entend les raisons pour lesquelles il considère la révision du plan de secteur de Liège comme indispensable à la réalisation des objectifs.

A.2. Analyse

A.2.1. Examen de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des options régionales

Il s'agit d'identifier d'une part les liens de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège avec d'autres plans et programmes pertinents et d'autre part les objectifs de la protection de l'environnement pertinents au regard de l'avant-projet.

A.2.2. Examen de la compatibilité des composantes de l'avant-projet au regard des objectifs du Gouvernement wallon

Il s'agit de vérifier si les zones d'affectation, hors compensations, le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, les prescriptions supplémentaires d'ordre urbanistique ou planologique, les autres mesures d'aménagement, inscrits à l'avant-projet de plan contribuent à la réalisation des objectifs du Gouvernement wallon.

A.2.3. Examen de la conformité de l'avant-projet aux réglementations en vigueur

Il s'agit de vérifier si l'avant-projet de plan est conforme aux réglementations en vigueur, en particulier à l'article 46 du C.W.A.T.U.P.E.

A.2.4. Identification/validation du (des) territoire(s) de référence

Le territoire de référence est le territoire sur lequel doit se baser la réflexion pour vérifier la pertinence de la révision du plan de secteur de Liège en ce qui concerne les besoins justifiant l'avant-projet et la localisation de ses composantes. Il correspond à ce que le C.W.A.T.U.P.E. appelle le "territoire visé" (*art. 42, al. 2, 3°*).

L'analyse des besoins justifiant l'avant-projet et de la pertinence de la localisation de ses composantes ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites aux territoires suivants :

- En ce qui concerne le périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire : territoires attenants à l'aéroport de Liège-Bierset;
- En ce qui concerne le redéploiement des Forces armées : territoires attenants aux pistes de l'aéroport de Liège-Bierset;
- En ce qui concerne les zones d'habitat et d'habitat à caractère rural : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;
- En ce qui concerne les zones d'activités économiques : territoires des communes de Saint-Georges-sur-Meuse et de Grâce-Hollogne;
- En ce qui concerne les zones de services publics et d'équipements communautaires : territoires des communes de Ans et de Saint-Georges-sur-Meuse;

— En ce qui concerne les compensations planologiques des zones d'habitat et d'habitat à caractère rural réservées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2003 : territoire couvert par le plan de secteur de Liège;

- En ce qui concerne les autres compensations planologiques : territoires des communes de Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne et Saint-Georges-sur-Meuse.

L'auteur de l'étude peut prendre en compte d'autres territoires de référence. Il justifiera alors la pertinence de ses choix.

A.2.5. Synthèse

Il s'agit de mettre en évidence les objectifs de l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège au regard de leur compatibilité avec les options régionales et conclusions sur les territoires de référence associés à l'avant-projet ou aux différentes composantes ou ensembles de composantes de celui-ci (les différentes composantes de l'avant-projet étant éventuellement regroupées en ensembles cohérents au regard de leur territoire de référence).

A. ANALYSE DES BESOINS JUSTIFIANT L'AVANT-PROJET

En toute hypothèse, pour chaque composante ou ensemble de composantes de l'avant-projet, il s'agit d'évaluer la demande d'espace à lui ou à leur réserver et de la confronter à l'offre pertinente, selon le canevas suivant.

B.1. Evaluation de la demande

B.1.1. Description des caractéristiques humaines du territoire de référence. Il s'agit d'identifier ses potentialités (atouts et opportunités) et ses contraintes (faiblesses et menaces), en particulier celles qui sont de nature à influencer sur la demande d'espace. Seuls les éléments pertinents au regard de l'avant-projet ou d'une de ses composantes ou ensemble de composantes doivent être envisagés.

B.1.2 Evaluation de la demande (ou du déficit) d'espace pour les composantes de l'avant-projet examinées au sein du territoire de référence.

B.2. Evaluation de l'offre

B.2.1. Identification des critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet, aux options régionales et aux réglementations en vigueur.

B.2.2. Evaluation de l'offre pertinente d'espace pour les composantes de l'avant-projet examinées au sein du territoire de référence.

B.3. Conclusion

Evaluation quantitative et qualitative de la nécessité de destiner de nouvelles superficies aux composantes de l'avant-projet examinées au sein du ou des territoires de référence.

B. ANALYSE DE LA LOCALISATION DES COMPOSANTES DE L'AVANT-PROJET

Il s'agit ici, à l'échelle du ou des territoires de référence, d'analyser ou non la localisation des différentes composantes de l'avant-projet en tenant compte :

- des potentialités et contraintes humaines et environnementales desdits territoires;
- des options régionales qui s'appliquent à ces territoires;
- de critères de localisation à identifier au cours de ce point C (en fonction des objectifs de l'avant-projet, des principes d'aménagement du territoire et des réglementations en vigueur);

et, s'il échet, de rechercher, au sein de ces territoires, des variantes de localisation répondant à ces éléments.

C.1. Analyse des caractéristiques humaines et environnementales des territoires de référence

Description des caractéristiques humaines et environnementales majeures du territoire de référence. Il s'agit d'identifier les potentialités (atouts et opportunités) et les contraintes (faiblesses et menaces) pour la localisation des composantes de l'avant-projet projetées et d'en établir une synthèse cartographique.

Elles sont prises en compte à l'échelle du ou des territoires de référence. Les situations de fait, de droit et environnementales seront abordées de façon précise (à l'échelle micro-géographique) dans la phase II de l'étude.

C.2. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit d'établir une synthèse cartographique de la vision conférée au(x) territoire(s) de référence par les documents régionaux d'orientation.

C.3. Analyse de la pertinence de la localisation des composantes de l'avant-projet

Il s'agit d'examiner la pertinence de la localisation du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire, des différentes zones d'affectation ou ensembles de zones d'affectation inscrits à l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège au regard des critères de localisation identifiés au point B (B.2.1. en l'occurrence), de l'analyse des caractéristiques des territoires de référence (C.1.) et des options régionales qui s'y appliquent (C.2.).

C.4. Choix des variantes de localisation

Dans les cas où le bureau d'études estime que la recherche de variantes de localisation ne se justifie pas, il doit motiver sa position de manière sérieuse.

Il s'agit de rechercher des variantes à la localisation de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes en appliquant aux territoires de référence les critères de localisation identifiés au point B et en tenant compte de l'analyse de leurs caractéristiques (C.1.) et des options régionales qui s'y appliquent (C.2.).

Cette démarche peut, si nécessaire, s'effectuer en deux temps :

- recherche de sites potentiels de variantes de localisation;
- choix de variantes de localisation parmi ces sites potentiels et les sites considérés dans l'arrêté.

C.5. Evaluation des coûts et des délais de mise en œuvre du plan et des variantes de localisation

Il y a lieu de distinguer les coûts à charge des opérateurs privés et ceux à charge de la collectivité (MET, sociétés de distribution, communes, intercommunales ...).

C.6. Synthèse : comparaison de l'avant-projet de plan et des variantes de localisation

Il s'agit d'établir les avantages et les inconvénients de la localisation des différentes composantes ou ensembles de composantes de l'avant-projet et des variantes de localisation, notamment pour les éléments suivants :

- les potentialités et contraintes humaines et environnementales majeures du territoire;
- les options régionales qui s'appliquent au territoire de référence;
- les critères de localisation (intégrant les objectifs de l'avant-projet, les principes d'aménagement du territoire et les réglementations en vigueur);
- les coûts et les délais de mise en œuvre.

C.7. Analyse de l'impact des compensations planologiques :

- zone d'espaces verts;
- zones agricoles;
- zone naturelle;
- zones de parc.

Conclusion de la phase I

Synthèse de l'analyse de l'avant-projet ou de ses différentes composantes ou ensembles de composantes et conclusions quant à la pertinence de l'avant-projet.

Phase II : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

A. ANALYSE DE LA DELIMITATION ET DES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES COMPOSANTES DE L'AVANT-PROJET

Il s'agit d'affiner, à l'échelle locale, la délimitation et les conditions de mise en œuvre des composantes de l'avant-projet et de chaque variante de localisation, suite à l'analyse détaillée de leur périmètre d'étude.

Si une ou plusieurs variantes de localisation sont retenues à la fin du point C, le point D doit être reproduit pour chacune d'elles.

Le périmètre d'étude des composantes de l'avant-projet et des variantes de localisation est la partie du territoire susceptible d'être touchée par leur mise en œuvre ou de présenter des contraintes à leur implantation. Il peut donc varier en fonction de chacun des aspects de la situation existante envisagés puisqu'il dépend de la nature du milieu (plus ou moins sensible aux facteurs de modification du milieu inhérents à l'avant-projet) et de la contrainte considérées.

(art. 42, al. 2, 11° du C.W.A.T.U.P.E.)

D.1. Description de la situation existante de droit

Il s'agit d'identifier les éléments de la situation existante de droit qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu générés par l'avant-projet, que l'on qualifie de "vulnérabilités du milieu" (art. 42, al. 2, 4° du C.W.A.T.U.P.E.), ou qui constituent des "contraintes aux implantations" projetées. Ils doivent être cartographiés.

Une attention particulière sera portée aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE (art. 42, al. 2, 5° du C.W.A.T.U.P.E.).

Les éléments d'une situation existante de droit sont listés à l'annexe D.1., sans prétention à l'exhaustivité.

D.2. Description de la situation existante de fait

Il s'agit d'identifier les éléments de la situation existante de fait qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu générés par l'avant-projet, que l'on qualifie de "vulnérabilités du milieu", ou qui constituent des "contraintes aux implantations" projetées. Ils doivent être cartographiés.

Une attention particulière sera portée :

— aux zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

— à la présence d'établissement présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE (une attention particulière sera portée à la présence du site SAB Airport, dont les activités sont classées "SEVESO seuil bas");

— à l'inscription de zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE.

Les éléments d'une situation existante de fait sont listés à l'annexe D.2., sans prétention à l'exhaustivité.

D.3. Identification des facteurs de modification du milieu liés aux composantes de l'avant-projet et évaluation de leurs effets sur les milieux naturel et humain

Il s'agit d'identifier les composantes de l'avant-projet susceptibles de perturber le milieu, au regard des situations de droit et de fait et de l'état initial de l'environnement, d'analyser leurs effets probables (incidences environnementales) et de les hiérarchiser selon leur ampleur (perturbation forte, moyenne, faible, négligeable ou nulle) pour chacune des trois étapes de mise en œuvre du plan suivantes :

- équipement des zones d'affectation, construction des installations et équipements;
- fonctionnement des activités;
- réhabilitation du site d'activité.

Dans le cas présent la phase de réhabilitation ne semble pas devoir être considérée, les composantes de l'avant-projet n'étant en principe pas réversibles.

Les facteurs de modification du milieu à examiner sont listés à l'annexe D.3., sans prétention à l'exhaustivité.

Les incidences environnementales (effets sur les milieux naturels et humains) à examiner sont listées à l'annexe D.4., sans prétention à l'exhaustivité.

D.4. Présentation de variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre des composantes de l'avant-projet

Il s'agit, à partir des "vulnérabilités" et "contraintes" identifiées aux points D.1. et D.2. ou des effets probables identifiés (incidences environnementales) au point D.3., de rechercher des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre aux composantes de l'avant-projet.

Les variantes visent à éviter, réduire ou compenser les incidences environnementales et les contraintes d'implantation. Un exercice du même type sera mené au point D.6. après évaluation des effets sur l'environnement des variantes identifiées ici.

Les variantes de délimitation portent sur le contour des zones d'affectation et du périmètre de réservation de l'infrastructure aéroportuaire.

Les variantes de conditions de mise en œuvre portent sur les prescriptions supplémentaires et les autres mesures d'aménagement envisageables (voir annexe A).

D.5. Evaluation des effets probables des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre aux différentes étapes de mise en œuvre du plan (art. 42, al. 2, 8^o et 9^o du C.W.A.T.U.P.E.)

Il s'agit d'identifier les éléments de la situation existante de droit et de la situation existante de fait qui risquent de subir les effets des facteurs de modification du milieu (ou incidences environnementales) liés aux variantes de localisation (identifiées au point C) et aux variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre identifiées au point D.4. de façon à mettre en évidence leurs incidences non négligeables probables (effets secondaires cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'environnement, ainsi que sur l'activité agricole et forestière.

Cette analyse doit être menée pour chacune des étapes de mise en œuvre des variantes :

- équipement des zones d'affectation et construction des installations;
- fonctionnement des activités.

D.5.1. Identification des principales incidences environnementales

Les incidences environnementales à examiner sont listées à l'annexe D.4., cette liste n'est pas limitative.

D.5.2. Comparaison des variantes

Il s'agit de comparer les effets sur le milieu de l'avant-projet de plan et des différentes variantes.

D.5.3. Evolution probable en cas de non mise en œuvre du plan

Il s'agit d'examiner l'évolution probable de la situation environnementale si l'avant-projet ou l'une de ses composantes ou ensemble de composantes n'est pas mis en œuvre (art. 42, al. 2, 3^o du C.W.A.T.U.P.E.).

D.5.4. Evaluation des incidences probables sur l'environnement des Régions et /ou Etats voisins

Il s'agit ici d'établir si l'aménagement projeté par l'avant-projet de plan et ses variantes (de localisation/délimitation/mise en œuvre) est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2^{bis} du C.W.A.T.U.P.E.

D.6. Mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre (art. 42, al. 2, 10^o du C.W.A.T.U.P.E.).

D.6.1. Présentation des mesures à mettre en œuvre

Il s'agit d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre identifiées au point D.4.

Il peut s'agir :

- d'ajustement de zones d'affectation voisines;
- de prescriptions supplémentaires;
- d'autres mesures d'aménagement.

D.6.2. Efficacité des mesures et estimation des impacts résiduels (non réductibles) de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes et de chaque variante

D.6.3. Comparaison de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes et de chaque variante

D.7. Evaluation des coûts et des délais de mise en œuvre des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre

Il s'agit d'évaluer les coûts et les délais de mise en œuvre des variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre identifiées au point D.4. et de les comparer à ceux de l'avant-projet ou de ses composantes ou ensembles de composantes et des variantes de localisation identifiées au point C.6.

D.8. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre

A. SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION (correspond partiellement à l'art. 42, al. 2, 11^o du C.W.A.T.U.P.E.)

Il s'agit d'établir les avantages et inconvénients des différentes variantes identifiées au point C (variantes de localisation) et au point D (variantes de délimitation et de conditions de mise en œuvre).

Il s'agit de commenter les résultats notamment au regard du respect de l'article 1^{er}, § 1^{er} du C.W.A.T.U.P.E. et de la prise en considération des objectifs de la protection de l'environnement identifiés au point A.2.1. en ce compris les motivations de l'avant-projet.

Cette synthèse devra permettre de se prononcer sur l'opportunité de réviser le plan de secteur sur base d'une analyse scientifique plus complète que celle sur laquelle s'appuyait l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège et, dans l'affirmative, d'opter pour un aménagement compatible avec l'article 1^{er}, § 1^{er} du C.W.A.T.U.P.E. Elle permet d'apprécier la pertinence des motivations de l'avant-projet décrites au point A.1.

Cette synthèse devra également permettre d'établir si l'aménagement proposé par l'avant-projet et ses variantes de localisation, de délimitation et de conditions de mise en œuvre est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement des Régions voisines, en vue de l'application éventuelle des dispositions de l'article 43, § 2^{bis} du C.W.A.T.U.P.E. Cette position devra être justifiée par les résultats de l'étude.

B. COMPLEMENTS

F.1. Mesures envisagées pour assurer le suivi des incidences notables sur l'environnement de la mise en œuvre du plan de secteur révisé

(art. 42, al. 2, 13^o du C.W.A.T.U.P.E.)

Il s'agira de lister les impacts résiduels non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode d'évaluation, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

F2. Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*(art. 42, al. 2, 12° du C.W.A.T.U.P.E.)*

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'estimation des besoins.

F.3. Limites de l'étude

Il s'agit de lister les points qui devraient être approfondis dans les études d'incidences sur l'environnement qui seront réalisées sur les projets concrets lors des demandes de permis.

C. RESUME NON TECHNIQUE (maximum 30 pages + illustrations)*(art. 42, al. 2, 14° du C.W.A.T.U.P.E.)*

Ce résumé doit être compréhensible par un lecteur non spécialisé dans les matières abordées. Il doit être suffisamment documenté et se suffire à lui-même.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe A

Prescriptions supplémentaires et autres mesures d'aménagement

Les prescriptions supplémentaires visées à l'article 23, al. 2, 2° du C.W.A.T.U.P.E. sont définies à l'article 41 et peuvent porter notamment sur :

- la précision de l'affectation des zones;
 - le phasage de leur occupation;
 - la réversibilité des affectations;
 - la densité des constructions ou des logements;
 - l'obligation d'élaborer un plan communal d'aménagement préalable à leur mise en œuvre;
 - l'obligation d'élaborer un règlement communal d'urbanisme préalable;
- ou encore sur tout autre type de prescription d'ordre urbanistique ou planologique.

Les autres mesures d'aménagement visées à l'article 23, al. 2, 3° du C.W.A.T.U.P.E. recouvrent notamment :

- les équipements projetés sur le site et en dehors (infrastructures de transport, d'adduction d'eau, de gaz, d'électricité, d'égouttage/épuration);
- les dispositifs de gestion de l'environnement et d'atténuation des incidences (station d'épuration, bassin d'orage ...);
- les mesures d'intégration paysagère.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires.

Namur, le 20 décembre 2007

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe D.1.

Situation existante de droit

Il convient notamment de relever les éléments suivants :

- Les périmètres et les zones d'aménagement réglementaires :
communes en décentralisation et/ou ayant adopté soit un RCU, soit un SSC, périmètres de PCA, plan d'assainissement de sous bassin hydrographique (P.A.S.H.), périmètres d'application du règlement général sur les bâtisses en site rural ...
- Les objets territoriaux soumis à réglementation particulière :
statut juridique des voiries et voies de communication, statut juridique des bois et forêts, réseau RAVeL, statut juridique des cours d'eau ...
- Les périmètres d'autorisation à restriction du droit civil :
périmètres des lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du fond des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique ...
- Les périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel :
périmètres de remembrement, périmètres de revitalisation urbaine, périmètres de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées ...
- Les périmètres et sites patrimoniaux :

monuments et sites classés y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de la Belgique, liste des arbres et haies remarquables ...

- Les périmètres de contraintes environnementales (dont notamment les périmètres de prévention de captage, les zones Natura 2000, les zones d'aléas d'inondation, les zones liées à l'enquête inondation, ...).

- Les périmètres de liaison écologique :

délimitation des périmètres de liaison écologique tels qu'inscrits au plan de secteur.

- Les périmètres d'intérêt paysager :

délimitation des périmètres d'intérêt paysager tels qu'inscrits au plan de secteur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe D.2.

Situation existante de fait

Le milieu biophysique

- Air et climat (dont la direction du vent);
- Eaux de surface et souterraines;
- Sol et sous-sol (dont le relief et l'identification des gisements de grande valeur économique ou patrimoniale à protéger, les sites pollués et les sites de CET);

- Biotopes (en particulier les carrières et sablières existantes);

- Risques naturels et contraintes géotechniques auxquels est soumis le périmètre d'étude :

- inondations;

- phénomènes karstiques;

- risque minier;

- éboulement;

- glissement de terrain;

- risque sismique;

- Périmètres d'intérêt paysager (en fonction des lignes de force du paysage et de la présence de points de vue remarquables);

- Zones réservées pour la création d'éventuels bassins de rétention.

Le milieu humain

- Ambiance sonore et olfactive;

- Localisation de l'habitat, structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics;

- Patrimoine culturel et naturel;

- Paysage et ambiance visuelle;

- Infrastructures et équipements;

- Le cheminement des modes lents;

- Présence de biens immobiliers ou d'un site classé;

- Réseau de transports en commun et fréquences - cartes d'accessibilité;

- Existence de zones vulnérables à proximité des établissements SEVESO.

Les activités humaines

- Nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles (dans le cadre du plan de secteur actuel);

- Equipements socioculturels sensibles;

- Autres occupations humaines sensibles aux activités dérangeantes;

- Activités agricoles;

- Autres activités économiques.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires.

Namur, le 20 décembre 2007

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Annexe D.3.

Facteurs de modification du milieu**Facteurs de modification du milieu liés à la mobilisation ou à la consommation des ressources naturelles**

- Immobilisation du sol et sous-sol (retrait du sol et du sous-sol par rapport à d'autres activités humaines existantes et potentielles);

- Consommation d'eau.

Facteurs de modification du milieu liés aux rejets et émissions des activités

- Bruit;
- Rejets solides, liquides et gazeux, déchets.

Facteurs de modification du milieu ou risques liés au stockage de produits

- Matières premières, matières de process, produits, sous-produits et déchets ...

Facteurs de modification du milieu liés à la mobilisation des infrastructures et équipements publics dans et hors du site

- Mobilisation des voiries - circulation;
- Mobilisation des parkings;
- Mobilisation des équipements d'adduction (impétrants : eau, électricité, pipe-lines ...);
- Mobilisation des infrastructures de collecte et d'épuration des eaux usées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Annexe D.4.

Incidences environnementales**Effets sur l'air et le climat**

- Perturbation du microclimat par des bâtiments de grande hauteur (ombre portée, effets de turbulence aux pieds des bâtiments de grande hauteur ...);

- Participation à la formation de brouillards par le rejet de poussières dans l'atmosphère.
- Rejet de gaz à effet de serre, consommation énergétique.

Effets sur les eaux superficielles et souterraines

- Modification du régime des nappes aquifères et de l'hydrologie des cours d'eau liée à l'imperméabilisation des sols par les bâtiments et aménagements au sol (voiries et parkings);

- Incidences sur les plans d'égouttage P.A.S.H.;
- Modification de la qualité chimique, micro biologique et de la turbidité des cours d'eau liée aux rejets des eaux pluviales et épurées;

- Modification du régime des cours d'eau liée au rejet des eaux pluviales et épurées;
- Risque de pollution accidentelle notamment liée au stockage de produits ou de déchets;
- Possible mobilisation de ressources en eau de proximité par puisage;
- Régime karstique et effondrements par le rabattement des nappes;
- Modifications des bassins hydrographiques suite aux rectifications des lits mineurs des cours d'eau;
- Incidences sur la qualité des eaux souterraines.

Effets sur le sol et le sous-sol

- Immobilisation non réversible du sol et du sous-sol liée à l'implantation des bâtiments et aux aménagements du sol par les voiries et parkings;

- Risque de pollution accidentelle des sols liée notamment au stockage de produits ou de déchets;
- Effondrements karstiques et/ou miniers avec risques majeurs;
- Glissement de terrains liés à la nature du substrat géologique.

Effets sur la faune et la flore

- Destruction et/ou fragmentation des biotopes liée à l'implantation des bâtiments, aux aménagements au sol et à la modification du relief du sol;

- Altération des écotopes par des polluants gazeux, liquides ou solides;
- Perturbation de la faune liée aux activités (bruits, mouvements, disparition d'habitat ...);
- Impact sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/C.E.E. (conservation des oiseaux sauvages) et 92/43/C.E.E. (conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages = réseau Natura 2000);

- Impact sur les sites de grand intérêt biologique et sur les éléments importants pour la biodiversité et les liaisons écologiques.

Effets sur la santé et la sécurité de l'homme

- Altération de la santé liée au bruit généré par les infrastructures routières et ferroviaires, le trafic aérien les industries et activités soumises à permis d'environnement;

- Altération de la santé liée au rejet de polluants atmosphériques;

- Atteinte à la sécurité liée à l'accroissement de la circulation de motos, voitures et camions sur le réseau de voiries;
- Vibrations dues aux activités des entreprises (cribles, concasseurs, broyeurs ...).

Effets sur l'agrément des conditions de vie

- Altération de l'ambiance olfactive par le rejet de polluants gazeux voire de déchets;
- Altération de l'ambiance sonore par des activités bruyantes et l'accroissement du trafic routier, ferroviaire et aérien;
- Altération de la qualité visuelle liée à la volumétrie ou à la composition architecturale et urbanistique des futurs bâtiments ainsi qu'aux modifications probables de relief du sol pour les implanter.

Effets sur les biens matériels et patrimoniaux

- Dégradation des biens immobiliers patrimoniaux par les rejets atmosphériques de certaines industries polluantes;
- Atteinte à d'éventuels sites archéologiques;
- Effets sur la situation foncière.

Effets sur la mobilité, les réseaux et infrastructures

- Partage modal du trafic;
- Mobilisation inadéquate des infrastructures routières à l'origine d'incidences sur la fluidité du trafic;
- Perturbation par un apport de charge inadéquate sur le réseau de viabilité et d'épuration des eaux;
- Surcharge des réseaux électriques, de gaz et de communication.

Effets sur les activités

- Impact sur les activités primaires (agriculture, sylviculture) présentes sur le site de l'avant-projet lié à la mobilisation de la ressource sol et sous-sol;
- Impact sur certains usages du sol et activités permanentes ou occasionnelles sensibles (résidences, tourisme ...) lié aux éventuelles nuisances sonores et olfactives.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 confirmant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Liège (planches 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S et 42/5N) adopté le 19 juillet 2007 et adoptant l'avant-projet de révision des planches 34/6 et 34/7 sur le territoire des communes de Bassenge et de Visé en vue d'inscrire les compensations planologiques complémentaires.

Namur, le 20 décembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 186

[2008/200131]

20. DEZEMBER 2007 - Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 26, 27, 28, 30, 35, 39, 40-6°, 41-1°, 42 bis 46;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere Artikel 1bis, eingefügt per Dekret vom 1. April 1999 und abgeändert durch die Dekrete vom 8. Juni 2001, 25. Oktober 2001, 29. April 2004, 15. Dezember 2005 und 2. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Festlegung des Sektorenplans von Lüttich, abgeändert vor allem durch den Erlass der wallonischen Regionalexekutive vom 10. Dezember 1992 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Juli 1993, 4. Mai 1995 und 6. Februar 2003;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) im Hinblick auf die Verlagerung der Streitkräfte in Lüttich-Bierset und zur Gewährung zugunsten der Gemeinden Ans und St-Georges-sur-Meuse von raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen im Rahmen der Revision des Sektorenplans Lüttich, um die Entwicklung der Flughafenaktivität von Lüttich-Bierset und der mit ihr verbundenen Aktivität zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass dieser Erlass am 26. September 2007 im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht worden ist;

Aufgrund des Artikels 5 des Dekrets vom 20. September 2007 zur Ergänzung des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfungen, die die Wallonische Regierung für die Vorentwürfe zur Revision von Sektorenplänen, die sie durch die Einfügung in das Gesetzbuch eines Artikels 42 Absatz 2-10°bis verabschiedet, durchführen lassen muss;

In der Erwägung, dass diese Ergänzung die von der Regierung in Anwendung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des Gesetzbuches vorgeschlagenen Ausgleichsmaßnahmen betrifft;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich keine Ausgleichsmaßnahmen bestimmt werden für die 88 ha Wohngebiet und Wohngebiet mit ländlichem Charakter, deren Eintragung in den Sektorenplan Lüttich die Wallonische Regierung in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 zur endgültigen Verabschiedung des Sektorenplans von Lüttich beabsichtigt; dass die Wallonische Regierung sich damals in der Tat dafür entschieden hatte, den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich unterworfen wird, damit zu beauftragen, sie über die umweltrelevanten Ein- und Auswirkungen der Eintragung der vorerwähnten Gebiete zu informieren, bevor die geeignetsten Ausgleichsmaßnahmen festgelegt werden;

In der Erwägung, dass diese Option heutzutage unangepasst ist, und dass es nun angebracht ist, die in Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3°, des Gesetzbuches erwähnten Ausgleichsmaßnahmen für die betreffenden Gebiete festzulegen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in den Begründungen ihres Erlasses vom 19. Juli 2007 feststellte, dass die 2003 festgelegten Optionen der Raumgestaltung sehr schwer beeinträchtigt würden, wenn die Eintragung der neuen Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter, deren Eintragung in Ans und Saint-Georges-sur-Meuse geplant ist, durch die Verwandlung von einem Teil der zur Verstädterung bestimmten Gebiete (die sich nun im durch die Flughafenaktivität polarisierten Teil befinden) in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete ausgeglichen würde;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demnach ihre Untersuchungen auf die Gesamtheit des Sektorenplans Lüttich ausgedehnt hat;

In der Erwägung, dass die ehemalige Festung von Eben-Emael und der westlich dieser Festung gelegene Steinbruch heutzutage weitgehend durch das durch Beschluss der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 (ergänzt durch die Beschlüsse vom 3. Februar 2004 und 24. März 2005) der Europäischen Kommission vorgeschlagene Natura 2000-Gebiet Nr. BE33003B0 "Montagne Saint-Pierre" gedeckt werden;

In der Erwägung, dass sowohl die Erhaltung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen als zur Verstädterung bestimmtes Gebiet als auch die potentielle Ausnutzung des Abbaugebiets im Hinblick auf die Naturschutzpolitik, die die Wallonische Regierung für diese für die Umwelt sehr bedeutenden Gebiete umsetzt, nicht angebracht sind, unter Berücksichtigung der Auflagen der Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG;

In der Erwägung, dass demnach folgende Maßnahmen als raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen festzuhalten sind :

- die Umwandlung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, das die ehemalige Festung von Eben-Emael deckt, in ein Agrargebiet, ein Naturschutzgebiet, ein Grüngelände und ein Parkgebiet;

- die Umwandlung des westlich des oben genannten Gebiets gelegenen Abbaugebiets in ein Agrargebiet und ein Naturgebiet;

- die Umwandlung des zwischen den beiden vorgenannten Gebieten gelegenen Agrargebiets in ein Naturgebiet;

In der abschließenden Erwägung, dass neben den raumplanerischen Abänderungen, die im Rahmen des am 19. Juli 2007 angenommenen Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich geplant wurden, folgende Eintragungen vorzunehmen sind :

- ein Naturgebiet mit einer Fläche von 56,1 ha in Bassenge und Visé auf Geländen, die sich in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen befinden;

- ein Agrargebiet mit einer Fläche von 18,1 ha in Bassenge und Visé auf Geländen, die sich in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen befinden;

- ein Parkgebiet mit einer Fläche von 3,7 ha in Bassenge auf Geländen, die sich in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen befinden;

- ein Grüngelände mit einer Fläche von 0,1 ha in Bassenge auf Geländen, die sich in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen befinden;

- ein Agrargebiet mit einer Fläche von 0,9 ha in Bassenge auf Geländen, die sich in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen befinden;

- ein Naturgebiet mit einer Fläche von 1,5 ha in Bassenge auf Geländen, die sich in einem Abbaugelände befinden;

- ein Naturgebiet mit einer Fläche von 1,7 ha in Bassenge auf Geländen, die sich in einem Abbaugelände befinden;

- ein Naturgebiet mit einer Fläche von 4,1 ha in Bassenge auf Geländen, die sich in einem Abbaugelände befinden;

In der Erwägung, dass der ergänzte Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich in der Eintragung folgender Gebiete besteht :

- 88 ha neuer Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter, deren Reservierung in der am 6. Februar 2003 angenommenen Revision des Sektorenplans Lüttich vorgesehen war, mit als Ausgleichsmaßnahme die Übertragung von 84,6 ha bestehender, zur Verstädterung bestimmter Gebiete in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete;

- 67,4 ha neuer zur Verstädterung bestimmter Gebiete, mit als Ausgleichsmaßnahme die Übertragung von 71,7 ha bestehender, zur Verstädterung bestimmter Gebiete in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete;

In der Erwägung, dass der von der Wallonischen Regierung am 19. Juli 2007 angenommene Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung aus denselben Gründen abzuändern ist; dass es Anlass gibt, einerseits die gesamten Ausgleichsmaßnahmen, die in Anwendung von Artikel 46, § 1, Absatz 2, 3° des Gesetzbuches festgelegt wurden, als eine der Komponenten des Entwurfs zu betrachten, und andererseits, die in vorliegendem Erlass bestimmten Ausgleichsmaßnahmen darin einzufügen;

In der Erwägung, dass es, was die Ausgleichsmaßnahmen betrifft, Anlass gibt, die Validierung der Bedürfnisse und der Lokalisierung der unterschiedlichen Verwendungsgebiete des Vorentwurfs sowie die Suche nach den Varianten auf folgende Gebiete zu begrenzen :

- das vom Sektorenplan Lüttich gedeckte Gebiete was die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen der Wohngebiete und der Wohngebiete mit ländlichem Charakter betrifft, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 vorbehalten waren;

- die Gebiete der Gemeinden Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse, was die sonstigen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen betrifft.

In der abschließenden Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich dafür entschieden hat, die Bemerkungen der Instanzen, denen sie das am 19. Juli 2007 angenommene Projekt unterworfen hat, sowie die Anforderung der Untersuchung der Auswirkungen des Vorentwurfs auf das oro-hydrographische Gleichgewicht der Gemeinde Awans in den neuen Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung einzuarbeiten, um über die technischen Informationen zu verfügen, die für die Dimensionierung des im Rahmen der Arbeiten zur Flurbereinigung von Fexhe-le-Haut-Clocher südöstlich der rue Raymond Bauwin geplanten Gewitterbeckens notwendig sind;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Beschließt:

Artikel 1 - Der Vorentwurf zur Revision der Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N des durch Erlass der Wallonischen Region vom 19. Juli 2007 verabschiedeten Sektorenplans Lüttich wird gemäß dem beigefügten Plan bestätigt.

Art. 2 - Als ergänzende raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen beschließt die Regierung die Eintragung folgender Gebiete :

- ein Parkgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;
- zwei Naturgebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;
- ein Grüngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;
- ein Naturgebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé;
- ein Agrargebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé;
- drei Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;

in Übereinstimmung mit den beigefügten Plänen.

Art. 3 - Die Regierung genehmigt den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf bezüglich der Revision des dem vorliegenden Erlass beigefügten Sektorenplans von Lüttich unterzogen werden wird.

Art. 4 - Die Wallonische Regierung beauftragt den Minister der räumlichen Entwicklung damit, den besagten Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung, der der Vorentwurf bezüglich der Revision des dem vorliegenden Erlass beigefügten Sektorenplans von Lüttich unterzogen werden wird, dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zur Begutachtung zu unterbreiten, und ihn ihr danach erneut zur Genehmigung vorzulegen.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage

INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG DES SEKTORENPLANS

Der Vorentwurf zur Revision der Karten 34/6, 34/7, 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N des durch Erlass der Wallonischen Region vom XXX verabschiedeten Sektorenplans Lüttich betrifft die Eintragung folgender Gebiete :

- die nachstehend aufgelisteten Komponenten des Vorentwurfs :
 - ein Reserveumkreis für die Flächen, die zum Schutz und zur Erhaltung der Flughafeninfrastruktur notwendig sind, als Überdruck zusätzlich zu den Gebieten des Sektorenplans, die in der Zone A des langfristigen Entwicklungsplans des Flughafens von Lüttich-Bierset auf dem Gebiet der Gemeinden Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse liegen;
 - ein Wohngebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen "S.14" eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Ans;
 - zwei Wohngebiete mit ländlichem Charakter mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen "S.14" eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde St-Georges-sur-Meuse;
 - zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans;
 - zwei Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinden Grâce-Hollogne und Fexhe-le-Haut-Clocher;
 - ein Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - ein gemischtes Gewerbegebiet mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen "S.05" eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - ein gemischtes Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - ein gemischtes Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - ein industrielles Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - zwei industrielle Gewerbegebiete mit der zusätzlichen, auf dem Plan mit dem Kennzeichen "S.02" eingetragenen Vorschrift auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - zwei Gebiete für konzertierte kommunale Raumordnung auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- die folgenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen :
 - neun Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - zwei Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle;
 - ein Grüngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne;
 - ein Parkgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
 - ein Parkgebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;

- zwei Naturgebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;
- ein Grüngelände auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;
- ein Naturgebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé;
- ein Agrargebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé;
- drei Agrargebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Bassenge;
- und die Berichtigung eines materiellen Fehlers während der Revision des Sektorenplans Lüttich vom 6. Februar 2003 :

- der Grenze des gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Flémalle, mit der auf dem Plan mit „*.S04“ gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift.

1. Umfang der Umweltverträglichkeitsprüfung und Genauigkeit der Informationen (Art. 42, Absatz 2 des CWATUPE)

0. Umfang der Umweltverträglichkeitsstudie.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird Folgendes betreffen :

- die Eintragung des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur;
- die Eintragung der neuen zur Verstärkung bestimmten Gebiete;
- die Eintragung des Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen (24 ha) in der Gemeinde Ans;
- die Eintragung der beiden industriellen Gewerbegebiete südlich und östlich von Ferdoux und des gemischten Gewerbegebiets, das südlich von Bierset geplant ist, auf dem Gebiet der Gemeinde Grâce-Hollogne.

Sie wird die Auswirkungen der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen des Projekts untersuchen :

- Grüngelände;
- Naturgebiete;
- Agrargebiete;
- Parkgebiete.

Der Verfasser der Prüfung wird seine Analyse auf die Komponenten des Vorentwurfs begrenzen, die einen nicht unbedeutenden Einfluss auf die Umwelt haben können. Er wird die Relevanz seiner Entscheidungen begründen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird sich auf die Auskünfte beziehen können, die sich aus der Prüfung ergeben, die im Rahmen der Untersuchung für die am 6. Februar 2003 verabschiedete Revision des Sektorenplans Lüttich durchgeführt wurde, sowie aus der Untersuchung der Globalgenehmigungen und Umweltgenehmigungen, die den Betrieb des Flughafens betreffen; sie wird diese Auskünfte präzisieren, ergänzen und aktualisieren.

Die Prüfung wird nach dem Grundsatz des „Trichter-Verfahrens“ erfolgen, d.h., dass unter Berücksichtigung der Art der angeschnittenen Aspekte die Analyse der verschiedenen Komponenten des Vorentwurfs von der breitesten Ebene bis zur lokalen Ebene des betroffenen Umkreises erfolgen wird.

Die Analyse der Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs und Lokalisierung seiner Komponenten sowie die Suche nach den Varianten müssen auf folgende Gebiete begrenzt werden :

- Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur : an den Flughafen von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Verlagerung der Streitkräfte : an die Pisten des Flughafens von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;
- Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter : Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Gewerbegebiete : Gebiete der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Grâce-Hollogne;
- Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen : Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen für die Wohngebiete und der Wohngebiete mit ländlichem Charakter, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 vorbehalten waren : durch den Sektorenplan Lüttich gedecktes Gebiet;
- sonstige raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen : Gebiete der Gemeinden Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung werden insbesondere folgende Punkte untersucht :

- die umweltrelevanten Vorteile des Standorts des neuen Fußballstadions und einer Ausbildungsschule für Jugendliche in Ans;
- die Auswirkungen des Vorentwurfs auf das oro-hydrographische Gleichgewicht der Gemeinde Awans.

Die Untersuchung der Begrenzung und der Bedingungen zur Durchführung der Komponenten des Vorentwurfs sowie die Suche nach den Varianten müssen auf den Prüfungsumkreis, der unter Berücksichtigung der Art des Umfelds und der berücksichtigten Belastungen für die Ansiedlung als der am Besten passende betrachtet wird, begrenzt werden.

Der Prüfungsumkreis (mikrogeographische Ebene) der Komponenten des Vorentwurfs, die die biologische Vielfalt, die Bevölkerung (Mobilität, ...), das Wasser (Grundwasser, Oberflächenwasser, Abwasser, ...), die Luft, die klimatischen Faktoren, die Landschaften, die landwirtschaftliche und forstwirtschaftliche Aktivität beeinträchtigen können, wird vom Gebiet abhängen, das für jede der geprüften Problematiken betroffen werden kann.

Ganz besonders wird der Prüfungsumkreis der Komponenten des Vorentwurfs, die die Fauna, die Flora, die Böden, die materiellen Güter und das Kulturerbe beeinträchtigen können, auf die betroffenen Gelände begrenzt sein.

2. Genauigkeitsgrad der Informationen

Der nachstehend berücksichtigte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung ist unter Berücksichtigung der Spezifitäten des Vorentwurfs erstellt worden und bildet ein Dokument, dessen Genauigkeitsgrad im Hinblick auf Artikel 42 des Gesetzbuches als ausreichend betrachtet wird.

Alle Punkte des vorliegenden Inhalts müssen grundsätzlich als unabdingbar betrachtet werden; der Verfasser der Studie kann jedoch vorschlagen, die Analyse von bestimmten Punkten weniger gründlich vorzunehmen, dies insofern er beweist, dass sie im Verhältnis zum geprüften Vorentwurf nicht relevant sind.

Wenn er andererseits der Meinung ist, dass ein bestimmter Punkt, der nicht im vorliegenden Inhalt stehen würde, im Verhältnis zur analysierten Akte wichtig ist, kann der Verfasser der Studie diesen Punkt immer anschneiden und entwickeln.

Die Faktoren der Abänderung des Umfelds (oder nachteilige Auswirkungen) und die Komponenten der Sach- und Rechtslage sind in der Anlage aufgestellt, und die Autoren der Umweltverträglichkeitsprüfung haben die Verpflichtung, in der Analyse nur diejenigen zu behalten, die sich als relevant erweisen, oder die Elemente, deren Berücksichtigung als notwendig erscheinen würde, hinzuzufügen.

Besondere Aufmerksamkeit wird den folgenden Elementen geschenkt werden :

- Einschätzung der Auswirkungen des Vorprojekts zur Revision des Sektorenplans von Lüttich auf die Mobilität, die Netzwerke und die Infrastrukturen (Sanierungsplan des Zwischeneinzugsgebiets der Maas-stromabwärts, usw.);
- Einschätzung der Auswirkungen des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur von Lüttich-Bierset auf die Immobiliengüter, die im Denkmalverzeichnis der Wallonie eingetragen sind; Vorschläge zur Wiederverwendung;
- Einschätzung der Auswirkungen des Ausbaus der Militärbasis auf die menschliche Gesundheit (Lärm) und die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Analyse des Bedarfs an Wohngebieten auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen des geplanten Wohngebiets in der Gemeinde Ans auf die (Untergrund) Gewässer, die Landschaft und die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Einschätzung der mit der Ansiedlung von bebaubaren Gebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Ans verbundenen Belastungen;
- Einschätzung der Auswirkungen des geplanten Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen in der Gemeinde Ans auf die Einrichtung der benachbarten Gebiete;
- Analyse des Bedarfs an Gewerbegebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen des auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse geplanten gemischten Gewerbegebiets auf die Bevölkerung (Mobilität) und die Landschaft;
- Einschätzung der mit der geplanten Ansiedlung von bebaubaren Gebieten auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse verbundenen, u.a. physikalischen Belastungen;
- Einschätzung der Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit der Eintragung neuer der Landwirtschaft gewidmeten Gebiete in Flémalle und Saint-Georges-sur-Meuse;
- Einschätzung der Auswirkungen der Präventivzonen um die bereits bestehenden Wasserentnahmestellen auf den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich;
- Einschätzung der Auswirkungen des Vorhandenseins von Deponien auf den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich;
- Einschätzung der voraussichtlichen Schallpegel, denen die Wohngebiete ausgesetzt werden, wegen des Lärms, der von den Straßen und Eisenbahninfrastrukturen, vom Flugverkehr, von den Industrien und den einer Umweltgenehmigung unterworfenen Tätigkeiten stammt.
- Einschätzung der Auswirkungen des Vorhandenseins von ehemaligen Phosphat-, Kalk-, Kreide- und Feuerstein-gruben auf den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans Lüttich.

Diese Liste ist keinesfalls erschöpfend.

Die Revision des Sektorenplans Lüttich bildet den Rahmen folgender Projekte und Aktivitäten :

- Erhaltung und Schutz der Flughafeninfrastruktur;
- Verlagerung der Streitkräfte;
- ein 43 ha großes Wohngebiet auf dem Gebiet der Gemeinde Ans und zwei Wohngebiete (45 ha) auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Georges-sur-Meuse;
- Bau eines Fußballstadions und einer Ausbildungsschule für Jugendliche in Ans;
- wirtschaftliche Aktivitäten, die in Grâce-Hollogne geplant werden;
- Bau eines Erholungsheims und von intergenerationellen Wohnungen in Saint-Georges-sur-Meuse.

Der Genauigkeitsgrad der Umweltverträglichkeitsstudie muss dem entsprechen, was man für die Bewertung der Auswirkungen für Städtebaugenehmigungen für jedes einzelne Projekt verlangen würde;

Phase I : ANALYSE DES VORENTWURFS

A. ZUSAMMENFASSUNG DES INHALTS DES VORENTWURFS ZUR REVISION DES SEKTORENPLANS UND BESCHREIBUNG DER ZIELSETZUNGEN UND DER BEGRÜNDUNGEN DER WALLONISCHEN REGIERUNG

(Artikel 42, Absatz 2, 1^o des Gesetzbuches)

A.1. Zusammenfassung des Inhalts des Vorentwurfs zur Revision des Plans und Beschreibung der Zielsetzungen und der Begründungen der Wallonischen Regierung

Es geht darum, den Gegenstand der Revision des Sektorenplans Lüttich zusammenzufassen und die Ziele und die Begründungen der Wallonischen Regierung zu identifizieren wie sie in dem Erlass, durch den der Vorentwurf des abändernden Plans angenommen wird, erscheinen.

Unter Gegenstand der Revision des Sektorenplans Lüttich versteht man : die Verwendungsgebiete, die Umkreise, wo ein besonderer Schutz gerechtfertigt ist, die zusätzlichen städtebaulichen oder raumplanerischen Vorschriften, die anderen Raumordnungsmaßnahmen und die diesbezügliche Kartographie;

Unter Zielsetzungen der Wallonischen Regierung versteht man die Ziele, die sie mit ihrer Entscheidung, den Plan zu revidieren, verfolgt.

Unter Begründungen der Wallonischen Regierung versteht man die Gründe, aus denen sie die Revision des Sektorenplans Lüttich als zur Erreichung der Zielsetzungen unerlässlich betrachtet.

A.2. Analyse

A.2.1. Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den regionalen Optionen

Es handelt sich darum, einerseits die Verbindungen des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich mit anderen relevanten Plänen und Programmen und andererseits die relevanten Zielsetzungen des Umweltschutzes hinsichtlich des Vorentwurfs zu identifizieren.

A.2.2. Überprüfung der Vereinbarkeit der Komponenten des Vorentwurfs mit den Zielsetzungen der Wallonischen Regierung

Es gilt zu überprüfen, ob die im Vorentwurf des Sektorenplans eingetragenen zweckbestimmten Gebiete (mit Ausnahme der Ausgleichsmaßnahmen), der Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur, die zusätzlichen Vorschriften urbanistischer oder raumplanerischer Art und die sonstigen Maßnahmen zur Umsetzung der Zielsetzungen der Wallonischen Regierung beitragen.

A.2.3. Überprüfung der Übereinstimmung des Vorentwurfs mit den geltenden

Regelungen

Es soll überprüft werden, ob der Planvorentwurf mit den geltenden Regelungen, insbesondere mit Artikel 46 des CWATUPE, übereinstimmt.

A.2.4. Identifizierung/Validierung des bzw. der Bezugsgebiets bzw. -gebiete

Das Bezugsgebiet ist das Gebiet, auf welchem die Überlegung beruhen muss, um die Relevanz der Revision des Sektorenplans von Lüttich im Hinblick auf die Bedürfnisse, die den Vorentwurf begründen, und die Lokalisierung der Verwendungsgebiete zu überprüfen. Es entspricht dem, was im CWATUPE "das betroffene Gebiet" (Art. 42, Abs. 2, 3^o) genannt wird.

Die Analyse der Bedürfnisse zur Begründung des Vorentwurfs und der Relevanz der Lokalisierung seiner Komponenten sowie die Suche nach den Varianten müssen auf folgende Gebiete begrenzt werden :

- Was den Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur betrifft : an den Flughafen von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;

- Was die Verlagerung der Streitkräfte betrifft : an die Pisten des Flughafens von Lüttich-Bierset angrenzende Gebiete;

- Was die Wohngebiete und Wohngebiete mit ländlichem Charakter betrifft : Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;

- Was die Gewerbegebiete betrifft : Gebiete der Gemeinden Saint-Georges-sur-Meuse und Grâce-Hollogne;

- Was die Gebiete für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen betrifft : Gebiete der Gemeinden Ans und Saint-Georges-sur-Meuse;

— Was die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen für die Wohngebiete und der Wohngebiete mit ländlichem Charakter betrifft, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Februar 2003 vorbehalten waren : durch den Sektorenplan Lüttich gedecktes Gebiet;

- Was die sonstigen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen betrifft : Gebiete der Gemeinden Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne und Saint-Georges-sur-Meuse.

Der Verfasser der Studie kann andere Bezugsgebiete berücksichtigen. Dann wird er die Relevanz seiner Entscheidungen begründen.

A.2.5. Synthese

Es handelt sich darum, die Zielsetzungen des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich hinsichtlich deren Vereinbarkeit mit den regionalen Optionen und Schlussfolgerungen in den Bezugsgebieten, die mit dem Vorentwurf oder dessen verschiedenen Komponenten oder Gefügen von Komponenten verbunden sind, hervorzuheben (wobei die verschiedenen Komponenten des Vorentwurfs ggf. in hinsichtlich deren Bezugsgebiet kohärenten Gefügen gruppiert sind).

A. ANALYSE DER BEDÜRFNISSE, DIE DEN VORENTWURF RECHTFERTIGEN

Unter allen Umständen handelt es sich darum, für jede Komponente oder jedes Gefüge des Vorentwurfs den dafür vorzubehaltenden Raum zu schätzen und diese Schätzung nach dem folgenden Schema mit dem relevanten Angebot zu vergleichen.

B.1. Einschätzung der Nachfrage

B.1.1. Beschreibung der Merkmale des Bezugsgebiets hinsichtlich der Bevölkerung Es handelt sich darum, das Potential (Vorteile und Möglichkeiten) und die Einschränkungen (Schwächen und Gefährdungen) dieses Gebiets zu identifizieren, insbesondere diejenigen, die den Raumbedarf beeinflussen können. Nur die im Hinblick auf den Vorentwurf oder eine seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten relevanten Elemente sind zu berücksichtigen.

B.1.2 Bewertung der Raumnachfrage (oder des Raummangels) für die innerhalb des Bezugsgebiets untersuchten Komponenten des Vorentwurfs.

B.2. Schätzung des Angebots

B.2.1. Identifizierung der Kriterien für die Standortwahl, die den Zielen des Vorentwurfs, den regionalen Optionen und den geltenden Regelungen entsprechen.

B.2.2. Bewertung der relevanten Raumnachfrage für die innerhalb des Bezugsgebiets untersuchten Komponenten des Vorentwurfs.

B.3. Schlussfolgerung

Quantitative und qualitative Bewertung der Notwendigkeit, den untersuchten Komponenten des Vorentwurfs innerhalb des oder der Bezugsgebiete neue Flächen vorzubehalten.

B. ANALYSE DER STANDORTWAHL DER KOMPONENTEN DES VORENTWURFS

Hier geht es darum, im Maßstab des oder der Bezugsgebiete die Standortwahl der verschiedenen Komponenten des Vorentwurfs zu analysieren oder nicht, unter Berücksichtigung :

- des menschlichen und umweltbezogenen Potenzials und der menschlichen und umweltbezogenen Belastungen der betreffenden Gebiete;

- der regionalen Optionen, die auf diese Gebiete anwendbar sind;

- der Kriterien für die Standortwahl, die im Laufe des Punkts C (unter Berücksichtigung der Ziele des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen) zu identifizieren sind;

und ggf innerhalb dieser Gebiete, Varianten für die Standortwahl zu suchen, die diesen Elementen entsprechen.

C.1. Analyse der Merkmale der Bezugsgebiete hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt

Beschreibung der Hauptmerkmale des Bezugsgebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt Es geht darum, das Potential (Trümpfe und Möglichkeiten) und die Einschränkungen (Schwächen und Gefährdungen) für die Standortwahl der geplanten Komponenten des Vorentwurfs zu identifizieren und eine kartographische Zusammenfassung davon zu erstellen.

Sie werden im Maßstab des oder der Bezugsgebiete berücksichtigt. Die Sach- und Rechtslagen und umweltbezogenen Umstände werden in der Phase II der Prüfung genauer (d.h. auf mikrogeographischer Ebene) untersucht.

C.2. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

Hier geht es darum, eine kartographische Zusammenfassung der in den regionalen Orientierungsdokumenten für das oder die Bezugsgebiete gewählten Vorstellung zu erstellen.

C.3. Analyse der Relevanz der Standortwahl der Komponenten des Vorentwurfs

Hier geht es darum, die Relevanz der Standortwahl des Reserveumkreises der Flughafeninfrastruktur, der unterschiedlichen zweckbestimmten Gebiete oder Gefüge von zweckbestimmten Gebieten des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich hinsichtlich der in der Phase B (nl. Punkt B.2.1.) bestimmten Kriterien für die Standortwahl, der Analyse der Merkmale der Bezugsgebiete (C.1.) und der regionalen Optionen, die darauf Anwendung finden (C.2.), zu überprüfen.

C.4. Wahl der Standortvarianten

In den Fällen, wo das Planungsbüro der Auffassung ist, dass die Ermittlung von Standortvarianten nicht gerechtfertigt ist, muss es seine Stellungnahme ernsthaft begründen.

Hier geht es darum, Standortvarianten für den Vorentwurf oder seine Komponenten oder Gefüge von Komponenten zu suchen, und zwar unter Anwendung auf die Bezugsgebiete der in der Phase B bestimmten Kriterien für die Standortwahl, und unter Berücksichtigung der Analyse ihrer Merkmale (C.1.) und der regionalen Optionen, die darauf Anwendung finden (C.2.).

Wenn nötig kann dieser Vorgang in zwei Phasen erfolgen :

- Suche nach möglichen Geländen für die Standortvarianten;
- Wahl von Standortvarianten unter diesen potentiellen Geländen und den im Erlass berücksichtigten Standorten.

C.5. Einschätzung der Kosten und der Fristen für die Durchführung des Plans und seiner Varianten betreffend die Standortwahl

In diesem Punkt müssen insbesondere die Kosten, die zu Lasten der privaten Träger gehen, von denjenigen, die zu Lasten der Gemeinschaft gehen (Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, Versorgungsgesellschaften, Gemeinden, Interkommunalen, usw.) unterschieden werden.

C.6. Synthese : Vergleich des Vorentwurfs zum Plan und der Standortvarianten

Es handelt sich darum, die Vor- und Nachteile der Standorte der verschiedenen Komponenten oder Gefüge von Komponenten des Vorentwurfs und der Standortvarianten aufzulisten, insbesondere für folgende Faktoren :

- menschliches und umweltbezogenes Potenzial sowie menschliche und umweltbezogene Belastungen des besagten Gebiets;
- regionale Optionen, die auf das Bezugsgebiet Anwendung finden;
- Kriterien für die Standortwahl (Eingliederung der Ziele des Vorentwurfs, der Grundsätze der Raumordnung und der geltenden Regelungen);
- Kosten und Fristen für die Umsetzung.

C.7. Analyse der Auswirkungen der raumplanerischen Ausgleichmaßnahmen :

- Grüngelände;
- Agrargebiete;
- Naturgebiete;
- Parkgebiete.

Abschluss der Phase I

Synthese der Analyse des Vorentwurfs oder seiner unterschiedlichen Komponenten und Gefüge von Komponenten und Schlussfolgerungen hinsichtlich der Relevanz des Vorentwurfs.

Phase II : UMWELTBEWERTUNG

A. ANALYSE DER ABGRENZUNG UND BEDINGUNGEN FÜR DIE VERWIRKLICHUNG DER KOMPONENTEN DES VORENTWURFS

Es handelt sich darum, auf örtlicher Ebene die Abgrenzung und die Bedingungen für die Verwirklichung der Komponenten des Vorentwurfs und jeder Standortvariante anschließend an die ausführliche Analyse deren Untersuchungsgebiets näher zu bestimmen.

Wenn eine oder mehrere Standortvarianten am Ende von Punkt C ausgewählt werden, muss Punkt D für jede dieser Standortvarianten wiederholt werden.

Der Prüfungsumkreis der Komponenten des Vorentwurfs und der Standortvarianten ist der Teil des Gebiets, der bei ihrer Verwirklichung geschädigt werden könnte oder Einschränkungen bei deren Verwirklichung aufweisen könnte. Er kann also je aufgrund jedes Faktors der bestehenden Lage unterschiedlich sein, da er von der Natur des berücksichtigten Elements des Umfelds (mehr oder weniger empfindlich gegen die mit dem Vorentwurf verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds) oder der berücksichtigten Belastung abhängt.

(Art. 42, Abs. 2, 11° des C.W.A.T.U.P.E)

D.1. Beschreibung der bestehenden Rechtslage

Es handelt sich darum, die Elemente der bestehenden Rechtslage zu identifizieren, die unter den Folgen der durch den Vorentwurf ausgelösten Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, was als "Empfindlichkeit der Umgebung" (Art. 2, Abs. 4°, des CWATUPE) gekennzeichnet wird, oder die Belastungen oder Einschränkungen für die geplanten Niederlassungen bilden. Sie müssen kartographiert werden.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird den Gebieten geschenkt, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden. (Art. 42, Abs. 2, 5° des C.W.A.T.U.P.E)

Die Elemente der bestehenden Rechtslage werden in der Anlage D.1. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich.

D.2. Beschreibung der bestehenden Sachlage

Es handelt sich darum, die Elemente der bestehenden Sachlage zu identifizieren, die unter den Folgen der durch den Vorentwurf verursachten Änderungsfaktoren der Umgebung leiden können, was als "Empfindlichkeit der Umgebung" gekennzeichnet wird, oder die Belastungen oder Einschränkungen für die geplanten Niederlassungen bilden. Sie müssen kartographiert werden.

Eine besondere Aufmerksamkeit wird folgenden Elementen geschenkt :

- den Gebieten, die für die Umwelt eine besondere Bedeutung haben, so wie diese gemäß den Richtlinien 79/409/E.W.G. und 92/43/E.W.G. bezeichnet werden;
- dem Vorhandensein von Betrieben, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG verbunden sind; (eine besondere Aufmerksamkeit verdient das Vorhandensein des Standorts SAB Airport, dessen Aktivitäten als "SEVESO untere Stufe" eingestuft sind);
- der Eintragung von Gebieten, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die ein bedeutendes Risiko für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EG aufweisen.

Die Elemente der bestehenden Sachlage werden in der Anlage D.2. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich.

D.3. Identifizierung der mit dem Projekt verbundenen Änderungsfaktoren des Umfelds in Verbindung mit den Komponenten des Vorentwurfs und Bewertung ihrer Auswirkungen auf Mensch und Umwelt

Es handelt sich darum, die Komponenten des Vorentwurfs, die das Umfeld beeinträchtigen könnten, hinsichtlich der Rechts- und Sachlage und der ursprünglichen Lage der Umwelt zu identifizieren, ihre wahrscheinlichen Auswirkungen (auf die Umwelt) zu analysieren und sie aufgrund ihrer Intensität (die Störung kann als stark, schwach, belanglos oder gleich null bewertet werden) für alle drei nachstehend erwähnten Stufen der Umsetzung des Plans einzustufen :

- Ausrüstung der zweckbestimmten Gebiete, Bau der Anlagen und Ausrüstungen;
- Betrieb der Aktivitäten;
- Sanierung des Standorts.

In vorliegendem Fall scheint die Sanierungsphase nicht berücksichtigt werden zu müssen, da die Komponenten des Vorentwurfs im Prinzip nicht rückgängig zu machen sind.

Die zu untersuchenden Faktoren, die die Umgebung ändern, werden in der Anlage D.3. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich.

Die zu untersuchenden Auswirkungen auf die (natürliche und menschliche) Umwelt werden in der Anlage D.4. aufgeführt, jedoch nicht unbedingt ausführlich.

D.4. Darstellung der Abgrenzungsvarianten und der Bedingungen für die Verwirklichung der Komponenten des Vorentwurfs

Es handelt sich darum, aufgrund der in den Punkten D.1. und D.2. identifizierten Empfindlichkeit, Belastungen und Einschränkungen, oder der identifizierten wahrscheinlichen Auswirkungen (auf die Umwelt), die Varianten für die Abgrenzung und/oder Durchführung der Komponenten des Vorentwurfs auszuarbeiten.

Diese Varianten zielen darauf ab, die Auswirkungen auf die Umwelt und die Belastungen bei der Ansiedlung zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen. Nach Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt der hier identifizierten Varianten wird dasselbe für Punkt D.6. unternommen.

Die Abgrenzungsvarianten betreffen den Umkreis der zweckbestimmten Gebiete und den Reserveumkreis der Flughafeninfrastruktur.

Die Varianten der Durchführungsbedingungen betreffen die zusätzlichen Vorschriften und sonstigen denkbaren Raumordnungsmaßnahmen (siehe Anlage A).

D.5. Einschätzung der voraussichtlichen Ein- und Auswirkungen in den verschiedenen Stufen der Verwirklichung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführungsbedingungen (Art. 42, Abs. 2, 8^o und 9^o des C.W.A.T.U.P.E.)

Es handelt sich darum, die Elemente der bestehenden Rechts- und Sachlage zu identifizieren, die unter den Folgen der mit den unter C angegebenen Standortvarianten verbundenen Änderungsfaktoren der Umgebung (oder Umweltauswirkungen) und der Abgrenzungsvarianten und ihrer unter D identifizierten Durchführungsbedingungen leiden können, um ihre wahrscheinlichen bedeutsamen Ein- und Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive, als auch negative Nebenwirkungen) auf Umwelt, Land- und Forstwirtschaft hervorzuheben.

Diese Analyse muss für jede der Stufen der Umsetzung der Varianten geführt werden :

- Ausrüstung der zweckbestimmten Gebiete, Bau der Anlagen;
- Betrieb der Aktivitäten;

D.5.1 Identifizierung der hauptsächlichen Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Die zu untersuchenden Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt werden in der Anlage D.4. aufgelistet, wenn auch nicht ausführlich.

D.5.2 Vergleich der Varianten

Es handelt sich darum, die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt des Vorentwurfs und der verschiedenen Varianten zu vergleichen.

D.5.3 Wahrscheinliche Entwicklung, falls der Plan nicht durchgeführt wird

Es handelt sich darum, die voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage zu untersuchen, wenn der Vorentwurf oder eine seiner Komponenten oder ein Gefüge von Komponenten nicht durchgeführt wird (Art. 42, Abs. 2, 3^o des C.W.A.T.U.P.E.).

D.5.4 Bewertung der wahrscheinlichen Auswirkungen auf die Umwelt der Nachbarregionen bzw. -staaten

Es gilt hier, festzustellen, ob die im Vorentwurf und in seinen Varianten (Standort-/Abgrenzungs-/Durchführungsvarianten) projektierte Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen von Artikel 43 § 2bis des Gesetzbuches.

D.6. Zu treffende Maßnahmen, um die negativen Auswirkungen der Varianten in Sachen Begrenzung und Durchführungsbedingungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen (Art. 42, Abs. 2, 10^o des C.W.A.T.U.P.E.).

D.6.1. Darstellung der einzuleitenden Maßnahmen

Es geht darum, die durchzuführenden Maßnahmen zu bestimmen, um die negativen Auswirkungen der unter Punkt D.4 identifizierten Varianten in Sachen Abgrenzung oder Durchführungsbedingungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen.

Es kann sich handeln um :

- die Anpassung von benachbarten Verwendungsgebieten;
- zusätzliche Vorschriften;
- sonstige Raumordnungsmaßnahmen.

D.6.2. Effizienz der Maßnahmen und Einschätzung des (nicht reduzierbaren) Restimpakts des Vorentwurfs oder seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten und jeder Variante**D.6.3. Vergleich des Vorentwurfs oder seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten und jeder Variante****D.7. Einschätzung der Kosten und der Fristen für die Durchführung der Varianten in Sachen Abgrenzung und Durchführungsbedingungen**

Es geht darum, die Kosten und Durchführungsfristen für die unter Punkt D.4 identifizierten Varianten in Sachen Abgrenzung und Durchführungsbedingungen einzuschätzen und sie mit denen des Vorentwurfs oder seiner Komponenten oder Gefüge von Komponenten und der unter Punkt C.6 identifizierten Lokalisierungsvarianten zu vergleichen.

D.8. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird**A. SYNTHESE DER EINSCHÄTZUNG** (*entspricht teilweise dem Art. 42, Abs. 2, 11° des C.W.A.T.U.P.E*)

Es handelt sich darum, die Vor- und Nachteile der verschiedenen, unter Punkt C (Lokalisierungsvarianten) und Punkt D (Varianten in Sachen Abgrenzung und Durchführungsbedingungen) identifizierten Varianten festzustellen.

Es handelt sich darum, die Ergebnisse insbesondere hinsichtlich der Einhaltung des Artikels 1, § 1 des Gesetzbuches und der Berücksichtigung der unter Punkt A.2.1. identifizierten Zielsetzungen des Umweltschutzes einschließlich der Begründungen des Vorentwurfs zu kommentieren.

Diese Synthese wird erlauben müssen, Stellung über die Zweckmäßigkeit einer Revision des Sektorenplanes auf der Grundlage einer wissenschaftlichen Analyse zu nehmen, die gründlicher als diejenige ist, auf welcher sich der Vorentwurf der Revision des Sektorenplans Lüttich sich stützte, und im Falle einer Revision, eine mit Art. 1 § 1 des Gesetzbuches vereinbare Raumgestaltung zu wählen. Sie erlaubt die Bewertung der Relevanz der Begründungen des Vorentwurfs, die unter Punkt A.1. beschrieben wurden.

Durch diese Synthese wird ebenfalls festgestellt werden können, ob die im Vorentwurf und in seinen Lokalisierungs-, Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten vorgeschlagene Raumgestaltung eine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt in den Nachbarregionen mit sich bringt, im Hinblick auf die eventuelle Anwendung der Bestimmungen von Artikel 43 § 2bis des Gesetzbuches. Diese Stellung wird durch die Ergebnisse der Studie zu begründen sein.

B. ERGÄNZUNGEN**F.1. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der bedeutsamen Auswirkungen der Durchführung des revidierten Sektorenplans auf die Umwelt**

(*Art. 42, Abs. 2, 13° des C.W.A.T.U.P.E*)

Es geht darum, die bedeutsamen Restauswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Einschätzungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen, sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

F.2. Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

(*Art. 42, Abs. 2, 12° des C.W.A.T.U.P.E*)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

F.3. Grenzen der Studie

Es handelt sich darum, die Punkte, die in den Umweltverträglichkeitsprüfungen, die über konkrete Projekte erstellt werden, bei den Anträgen auf Genehmigung gründlicher untersucht werden müssten, aufzulisten.

C. NICHT TECHNISCHE ZUSAMMENFASSUNG (höchstens 30 Seiten + Abbildungen)

(*Art. 42, Abs. 2, 14° des C.W.A.T.U.P.E*)

Diese Zusammenfassung muss für einen Leser, der kein Spezialist der angeschnittenen Bereiche ist, verständlich sein. Sie muss genügend dokumentiert sein und soll kein ergänzendes Material notwendig machen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage A

Zusätzliche Vorschriften und sonstige Raumordnungsmaßnahmen

Die in Artikel 23, Abs. 2, 2° des Gesetzbuches erwähnten zusätzlichen Vorschriften werden in Artikel 41 bestimmt und können insbesondere das Folgende betreffen :

- die Genauigkeit der Zweckbestimmung der Gebiete;
- die Phasierung von deren Nutzung;
- die Umkehrbarkeit der Zweckbestimmungen;
- die Bau- oder Wohnungsdichte;
- die Pflicht zur Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans vor deren Verwertung;
- die Pflicht, eine vorherige kommunale Städtebauordnung zu erstellen;

oder aber jede andere Art Vorschrift städtebaulicher Art oder betreffend den Plan.

Die in Artikel 23, Abs. 2, 3° des Gesetzbuches sonstigen Raumordnungsmaßnahmen betreffen insbesondere :

- die innerhalb und außerhalb der Gelände geplanten Ausrüstungen (Infrastrukturen für den Transport, für Wasser-, Gas-, Stromzuleitung, für Entwässerung/Klärung);
- die Vorrichtungen zur Umweltverwaltung und Verringerung der Auswirkungen (Klärstation, Regenauffangbecken, ...);
- die Maßnahmen zur landschaftlichen Integration.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage D.1.

Bestehende Rechtslage

Es gibt Anlass, insbesondere die folgenden Elemente hervorzuheben :

- Die vorschriftsmäßigen Umkreise und Raumordnungsgebiete :

dezentralisierte Gemeinden und/oder Gemeinden, die entweder eine kommunale Städtebauordnung oder ein kommunales Strukturschema angenommen haben, Umkreise von kommunalen Raumordnungsplänen, Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet, Bereiche der Anwendung der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gebiete, ...

- Die territorialen Elemente, die einer besonderen Regelung unterworfen sind :

Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrsverbindungen, Rechtsstellung der Wälder und Forste, Rechtsstellung der Wasserläufe, usw.

- Die Genehmigungsgebiete mit Einschränkung des Zivilrechts :

bestehende Parzellierungsgebiete, Umkreise, für die eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, ...

- Die Gebiete, die mit der Politik der operativen Planung verbunden sind :

Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, ...

- Die erbebezogenen Umkreise und Gebiete :

unter Schutz gestellte Denkmäler und Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, bemerkenswerte Bäume und Hecken,...

• Die Umkreise mit Umwelteinschränkungen (insbesondere die Umkreise zum Schutze naheliegender Wasserentnahmestellen, die "Natura 2000" Gebiete, die Gebiete mit Überschwemmungsgefahr, die mit der Ermittlung von Überschwemmungen verbundenen Gebiete,...)

- Die Umkreise mit ökologischen Verbindungen :

Abgrenzung der Umkreise mit ökologischen Verbindungen so wie im Sektorenplan eingetragen.

- Die Umkreise von landschaftlichem Interesse :

Abgrenzung der Umkreise von landschaftlichem Interesse so wie im Sektorenplan eingetragen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage D.2.

Bestehende Sachlage**Biophysischer Lebensraum**

- Luft und Klima (u.a. Windrichtung);
- Oberflächen- und Grundwasser;
- Boden und Unterboden (einschließlich des Relief und der Identifizierung der zu schützenden Vorkommen mit großem wirtschaftlichem oder erbebezogenem Wert, der verschmutzten Gebiete und der technischen Vergrabungszentren);
 - Biotope (insbesondere die bestehenden Steinbrüche und Sandgruben);
 - Naturrisiken und geotechnische Belastungen, denen das Untersuchungsgebiet unterworfen ist :
 - Überschwemmungen;
 - Karsterscheinungen;
 - bergbauliches Risiko;
 - Felssturz;
 - Erdbeben;
 - seismisches Risiko;
- Umkreise von landschaftlichem Interesse (unter Berücksichtigung der Hauptzüge der Landschaft und der Existenz von bemerkenswerten Ausblicken).
 - Gebiete, die der Einrichtung von etwaigen Rückhaltebecken vorbehalten sind;

Menschlicher Lebensraum

- Akustische und Geruchsumgebung;
- Lokalisierung des Wohnbereichs, architektonische städtebauliche und morphologische Struktur der Bausubstanz und der öffentlichen Flächen;
- Kultur- und Naturerbe;
- Landschaft und visuelle Atmosphäre;
- Infrastrukturen und Ausrüstungen;
- Langsame Verkehrswege;
- Vorhandensein von Immobiliengütern oder eines geschützten Gebiets;
- Öffentliches Verkehrsmittelnetz und Häufigkeit - Zugänglichkeitskarten.
- Vorhandensein von gefährdeten Gebieten in der Nähe der SEVESO-Betriebe.

Menschliche Aktivitäten

- Art und Eigenschaften der gegenwärtigen und möglichen Aktivitäten (im Rahmen des gegenwärtigen Sektorenplans);
 - Empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen;
 - Sonstige menschliche Beschäftigungen, die gegen störende Aktivitäten empfindlich sind;
 - Landwirtschaftliche Aktivitäten;
 - Sonstige wirtschaftliche Aktivitäten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage D.3.

Faktoren der Änderung des Umfelds**Faktoren der Änderung des Umfelds, die mit der Mobilisierung oder dem Verbrauch der natürlichen Ressourcen verbunden sind**

- Immobilisierung von Boden und Unterboden (Gewinnung von Boden und Unterboden im Verhältnis zu anderen bestehenden und potenziellen menschlichen Aktivitäten);
- Wasserverbrauch.

Faktoren der Änderung des Umfelds, die mit den Abfällen und Emissionen aus den Aktivitäten verbunden sind

- Lärm
- Feste, flüssige und gasförmige Ausstöße, Abfälle.

Faktoren der Änderung des Umfelds oder Gefahren, die mit der Lagerung von Produkten verbunden sind

- Rohstoffe, Prozessstoffe, Produkte, Unterprodukte und Abfälle...

Faktoren der Änderung des Umfelds, die mit der Mobilisierung von Infrastrukturen und öffentlichen Einrichtungen innerhalb und außerhalb des Geländes verbunden sind

- Mobilisierung des Straßennetzes - Verkehr;
- Mobilisierung der Parkflächen;
- Mobilisierung der Leitungsausrüstungen (Berechtigte : Wasser, Strom, Rohrleitungen, ...);

- Mobilisierung der Infrastrukturen zur Abwassersammlung und -klärung.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Anlage D.4.

Auswirkungen auf die Umwelt

Auswirkungen auf Luft und Klima

• Störung des Mikroklimas durch hohe Gebäude (fallender Schatten, Turbulenzeffekt am Fuß der hohen Gebäude...);

- Beitrag zur Nebelbildung durch Ausstöße von Staub in die Atmosphäre.
- Ausstoß von Treibhausgas, Energieverbrauch.

Auswirkungen auf Oberflächen- und Grundwasser

• Mit der Abdichtung des Bodens durch die Gebäude und Bodenanlagen (Straßen und Parkflächen) verbundene Veränderung des Systems der Grundwasserleitschichten und des hydrologischen Systems der Wasserläufe;

- Auswirkungen auf die Kanalisationspläne (Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet),
- Mit der Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers verbundene Veränderung der chemischen, mikrobiologischen Qualität und des Trübungsgrads der Wasserläufe;
- Veränderung des Regimes der Wasserläufe, die auf die Ableitung des Regenwassers und des geklärten Abwassers zurückzuführen sind;
- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Mögliche Mobilisierung der nahen Wasserressourcen durch Wasserfassung;
- Karstregime und Einstürzen infolge der Absenkung des Grundwassers;
- Änderung der Wassereinzugsgebiete infolge der Begradigungen der Niederwasserbette der Wasserläufe;
- Auswirkungen auf die Qualität des Grundwassers.

Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden

• Nicht rückgängig zu machende Immobilisierung des Bodens und des Unterbodens infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden durch Straßen und Parkflächen;

- Risiko einer unfallbedingten Verschmutzung des Bodens, die insbesondere mit der Lagerung von Produkten oder Abfällen verbunden ist;
- Karstisches und/oder Bergwerkseinstürzen mit bedeutenden Risiken;
- Mit der Art der geologischen Unterschicht verbundene Erdbeben.

Auswirkungen auf die Fauna und Flora

• Vernichtung und/oder Zersplitterung der Biotope infolge des Baus von Gebäuden und der Einrichtungen am Boden und der Veränderung des Bodenreliefs;

- Beeinträchtigung der Ökotope durch gasförmige, flüssige oder feste Schadstoffe;
- Störung der Fauna infolge der Aktivitäten (Lärm, Bewegungen, Verschwinden von Habitaten ...);
- Auswirkungen auf die Gebiete mit besonderer Bedeutung für die Umwelt, wie diejenigen, die gemäß den Richtlinien 79 409 //EWG (Erhaltung der wildlebenden Vogelarten) und 92 43 //EWG (Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen = Natura 2000-Netz) bezeichnet worden sind.
- Auswirkungen auf die Standorte mit großem biologischem Interesse und die für die biologische Vielfalt und die ökologischen Verbindungen wichtigen Elemente.

Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit des Menschen

• Beeinträchtigung der Gesundheit wegen des Lärms, der von den Straßen und Eisenbahninfrastrukturen, vom Flugverkehr, von den Industrien und den einer Umweltgenehmigung unterworfenen Tätigkeiten stammt.

- Mit dem Ausstoßen von Luftschadstoffen verbundene Beschädigung der Gesundheit;
- Gefährdung der Sicherheit, die mit der Zunahme des Verkehrs von Motorrädern, PKW und LKW auf dem Verkehrsnetz verbunden ist;
- Schwingungen infolge der Unternehmensaktivitäten (Siebe, Brecher, Zerkleinerer...).

Auswirkungen auf die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

- Beeinträchtigung der Geruchsumgebung durch das Ausstoßen von gasförmigen Schadstoffen oder von Abfällen;
- Beeinträchtigung der akustischen Umgebung durch laute Aktivitäten und die Zunahme des Verkehrs (Straße, Eisenbahn, Flugzeuge);
- Beeinträchtigung der optischen Qualität infolge der Baukörperform oder der architektonischen und städtebaulichen Komposition der zukünftigen Gebäude, sowie der wahrscheinlichen Veränderung des Bodenreliefs für deren Bau.

Auswirkungen auf die Sach- und Erbgüter

- Schädigung der Immobilien-Erbgüter durch atmosphärische Ausstöße aus bestimmten verschmutzenden Industrien;

- Schädigung von eventuellen archäologischen Stätten;

- Auswirkungen auf die Lage im Grundstücksbereich.

Auswirkungen auf die Mobilität, das Verkehrsnetz und die Infrastrukturen

- Modale Verkehrsverteilung;

- Ungeeignete Mobilisierung der Straßeninfrastrukturen mit Auswirkungen auf den Verkehrsfluss;

- Störung durch eine ungeeignete Belastung für die Dauerhaftigkeit des Wasserklärungsnetzes;

- Überbelastung der Strom-, Gas- und Kommunikationsnetze.

Auswirkungen auf die Aktivitäten

- Auswirkungen auf die auf dem Gelände des Vorentwurfs bereits bestehenden primären Aktivitäten (Land-, Forstwirtschaft) infolge der Mobilisierung der Ressource Boden und Unterboden;

- Auswirkungen auf bestimmte Bodennutzungen und ständige oder gelegentliche empfindliche Aktivitäten (Aufenthalte, Tourismus...), die mit eventuellen Lärm- und Geruchsbelästigungen verbunden sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 zur Bestätigung des am 19. Juli 2007 verabschiedeten Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Lüttich (Karten 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S und 42/5N) und zur Verabschiedung des Vorentwurfs zur Revision der Karten 34/6 und 34/7 auf dem Gebiet der Gemeinden Bassenge und Visé zwecks der Eintragung der ergänzenden raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Dezember 2007

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

 VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 186

[2008/200131]

20 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opnemings van de aanvullende planologische compensaties

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 26, 27, 28, 30, 33, 35, 39, 40-6°, 41-1°, 42 tot en met 46;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van geluidshinder, meer bepaald op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999 en gewijzigd bij de decreten van 8 juni 2001, 25 oktober 2001, 29 april 2004, 15 december 2005 en 2 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot opstelling van het gewestplan Luik, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 10 december 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 juli 1993, 4 mei 1995 en 6 februari 2003;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2007 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N) met het oog op de herontplooiing van de Strijdkrachten te Luik-Bierset en de verlening van in het kader van de herziening van het gewestplan Luik gereserveerde planologische compensaties aan de gemeenten Ans en St-Georges-sur-Meuse om de uitbreiding van de luchthavenactiviteit van Luik-Bierset en de verwante activiteit mogelijk te maken;

Overwegende dat dat besluit bekend is gemaakt in het *Belgisch Staatsblad* op 26 september 2007;

Gelet op artikel 5 van het decreet van 20 september 2007 ter aanvulling van de inhoud van het effectenonderzoek dat de Waalse Regering moet laten uitvoeren op de voorontwerpen van herziening van het gewestplan die zij aanneemt door invoeging van een artikel 42, lid 2, 10°, in het Wetboek;

Overwegende dat die aanvulling de compensaties beoogt voorgesteld door de Regering overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3°, van het Wetboek;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik geen compensaties bepaalt voor de 88 ha woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter die de Waalse Regering voornemens is in het gewestplan Luik op te nemen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Luik; dat de Waalse Regering toen immers de optie had genomen om de auteur van het effectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik onderworpen zal worden, ermee belast had haar nader in te lichten over de milieugevolgen van de opnemings van bovenbedoelde gebieden voor de meest geschikte compensaties bepaald zouden worden;

Overwegende dat die optie heden ongeschikt is en de compensaties bedoeld bij artikel 46, § 1, lid 2, van het Wetboek voor bovenbedoelde gebieden vastgesteld moeten worden;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen vaststelde in de motiveringen van haar besluit van 19 juli 2007 dat de ruimtelijke ordeningsopties die zij in 2003 had vastgesteld zeer ernstig aangetast zouden worden als de opnemings van de nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter die zij voornemens is op te nemen in Ans en Saint-Georges-sur-Meuse gecompenseerd zou worden door de omvorming van een deel van de voor bebouwing bestemde gebieden heden gelegen in het gebied dat door de luchthavenactiviteit een activiteitspool geworden is, tot niet-bebouwingsgebieden;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg verder is gaan zoeken in het gehele gewestplan Luik;

Overwegende dat het voormalig fort van Eben-Emael en de steengroeve gelegen ten westen ervan heden ruimschoots vallen onder de Natura 2000-locatie BE33003B0 "Montagne Saint-Pierre" voorgesteld aan de Europese Commissie bij beslissing van de Waalse Regering van 26 september 2002, aangevuld door haar beslissingen van 3 februari 2004 en 24 maart 2005;

Overwegende dat zowel het behoud van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen als bebouwingsgebied en de potentiële uitbating van het ontginningsgebied opgenomen op het gewestplan Luik niet geschikt zijn ten aanzien van het natuurbeschermingsbeleid dat de Waalse Regering ten uitvoer brengt voor de gebieden met een bijzonder belang voor het leefmilieu als die, aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

Overwegende dat voor de planologische compensatie bijgevolg in aanmerking moeten komen :

— de wijziging van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen waaronder het voormalig fort van Eben-Emael valt, als landbouwgebied, natuurgebied, groengebied en parkgebied;

— de omvorming van het ontginningsgebied gelegen ten westen van voorgaand gebied tot landbouwgebied en natuurgebied;

— de omvorming van het landbouwgebied gelegen tussen beide voorgaande gebieden tot natuurgebied;

Overwegende dat de planologische wijzigingen die in het kader van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 19 juli 2007, worden bepaald, tot besluit de opnemings beogen van :

— een natuurgebied, met een oppervlakte van 56,1 ha te Bitsingen en Wezet op gronden gelegen in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

— een landbouwgebied, met een oppervlakte van 18,1 ha te Bitsingen en Wezet op gronden gelegen in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

— een parkgebied, met een oppervlakte van 3,7 ha te Bitsingen en Wezet op gronden gelegen in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

— een groengebied, met een oppervlakte van 0,1 ha te Bitsingen op gronden gelegen in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

— een landbouwgebied, met een oppervlakte van 0,9 ha te Bitsingen op gronden gelegen in een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen;

— een natuurgebied met een oppervlakte van 1,5 hectare te Bitsingen op gronden gelegen in een ontginningsgebied;

— een natuurgebied met een oppervlakte van 1,7 hectare te Bitsingen op gronden gelegen in een landbouwgebied;

— een landbouwgebied met een oppervlakte van 4,1 hectare te Bitsingen op gronden gelegen in een ontginningsgebied;

Overwegende dat het voorontwerp van het gewestplan Luik zoals aangevuld resulteert in de opnemings van :

— 88 hectare nieuwe woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter, voorbehouden in de herziening van het gewestplan Luik aangenomen op 6 februari 2003, gecompenseerd door de overheveling van 84,6 hectare bestaande bebouwingsgebieden naar niet-bebouwingsgebieden;

— 67,4 hectare nieuwe bebouwingsgebieden, gecompenseerd door de overheveling van 71,7 hectare bestaande bebouwingsgebieden naar niet-bebouwingsgebieden;

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek aangenomen door de Waalse Regering op 19 juli 2007 eveneens om dezelfde redenen gewijzigd dient te worden; dat enerzijds de gezamenlijke compensaties, bepaald overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, van het Wetboek beschouwd dienen te worden als een bestanddeel van het ontwerp en anderzijds de compensaties bepaald bij dit besluit erin opgenomen dienen te worden;

Overwegende dat de validering van de behoeften en de lokalisering van de verschillende bestemmingsgebieden van het voorontwerp, alsook het zoeken naar varianten, beperkt moeten worden tot volgende gebieden :

— het grondgebied vallend onder het gewestplan Luik voor wat betreft de planologische compensaties van de woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter voorbehouden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003;

— de grondgebieden van de gemeenten Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse voor wat betreft de andere planologische compensaties;

Overwegende dat de Waalse Regering ten slotte de optie genomen heeft om de opmerkingen overgemaakt door de instanties die het ontwerp op 19 juli 2007 voorgelegd kregen en de eus om de impact van het voorontwerp op het orohydrografisch evenwicht van de gemeente Awans te onderzoeken om te beschikken over de technische gegevens voor de dimensionering van het onweersbekken dat vooropgesteld wordt in het kader van de ruilverkavelingswerkzaamheden in het zuidoosten van de rue Raymond Bauwin in het nieuwe ontwerp-effectenonderzoek opgenomen dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van herziening van de bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N van het gewestplan Luik, aangenomen op 19 juli 2007 wordt bevestigd overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 2. De Regering beslist tot de opneming, als bijkomende planologische compensaties, van :

- een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;
 - twee natuurgebieden op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;
 - een groengebied op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;
 - een natuurgebied op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet;
 - een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet;
 - drie landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Bitsingen,
- overeenkomstig bijgevoegde plannen.

Art. 3. De Regering neemt de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek aan waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik, bijgevoegd bij dit besluit, wordt onderworpen.

Art. 4. De Waalse Regering belast er de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling mee bovengenoemde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek waaraan het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik wordt onderworpen voor advies voor te leggen aan de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, aan de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu en haar daarna ter goedkeuring voor te leggen.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage

INHOUD VAN HET ONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

Het voorontwerp van herziening van de bladen 34/6, 34/7, 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N van het gewestplan Luik, aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van ***, slaat op de opneming van :

- bovenstaande bestanddelen van het voorontwerp :
 - een reserveringsomtrek voor de luchthaveninfrastructuur van Luik-Bierset als overdruk op de gebieden van het gewestplan gelegen in de omtrek van zone A van het ontwikkelingsplan op lange termijn van de luchthaven Luik-Bierset op het grondgebied van de gemeenten Ans, Awans, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse;
 - een woongebied, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.14" op het plan op het grondgebied van de gemeente Ans;
 - twee woongebieden met een landelijk karakter, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.14" op het plan op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - een woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Ans;
 - twee gebieden voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeenten Grâce-Hollogne en Fexhe-le-Haut-Clocher;
 - een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - een gemengde bedrijfsruimte, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.05" op het plan op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - twee industriële bedrijfsruimtes, in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.02" op het plan op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - twee gebieden waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- volgende planologische compensaties :
 - negen landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Flémalle;
 - een groengebied op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne;
 - een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
 - een parkgebied op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;
 - twee natuurgebieden op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;
 - een groengebied op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;

- een natuurgebied op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet;
- een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet;
- drie landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Bitsingen;
- en de correctie van een materiële vergissing die dateert van de herziening van het gewestplan Luik bij besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 :
 - de grens van de gemengde bedrijfsruimte gelegen op het grondgebied van de gemeente Flémalle in combinatie met het bijkomend voorschrift gemerkt "S.04" op het plan.

1. Omvang van het effectenonderzoek en nauwkeurighedsgraad van de gegevens (art. 42, lid 2, van het WWROSPE)

O. Omvang van het effectenonderzoek

Het effectenonderzoek slaat op de opnemings van :

- reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur ;
- nieuwe bebouwingsgebieden;
- een gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen van 24 ha op het grondgebied van de gemeente Ans;
- twee industriële bedrijfsruimten ten zuiden en ten oosten van Ferdoux en een geplande gemengde bedrijfsruimte in het zuiden van Bierset op het grondgebied van de gemeente Grâce-Hollogne.

Daarbij wordt de impact van de planologische compensaties bestudeerd :

- groengebied;
- natuurgebieden;
- landbouwgebieden;
- parkgebieden.

De auteur beperkt zijn analyse tot de bestanddelen van het voorontwerp die een niet te verwaarlozen effect op het leefmilieu kunnen hebben. In dat geval verantwoordt hij zijn keuzes.

Het effectenonderzoek kan berusten op de nuttige inlichtingen uit het effectenonderzoek uitgevoerd in het kader van de behandeling van de herziening van het gewestplan Luik, aangenomen op 6 februari 2003, en van de afhandeling van de globale en de milieuvergunning waaronder de luchthavenuitbating valt; ze nader bepalen, aanvullen en bijwerken.

Het onderzoek verloopt volgens het "trechterbeginsel" waarbij de verschillende bestanddelen van het voorontwerp, afhankelijk van de aard van de besproken aspecten, geanalyseerd worden van de grootste tot de lokale schaal van de betrokken omtrek.

De analyse van de behoeften die het voorontwerp verantwoorden en de lokalisering van de verschillende bestanddelen ervan, alsook het zoeken naar varianten, moeten beperkt worden tot volgende gebieden :

- reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur : gebieden aanpalend aan de luchthaven Luik-Bierset;
- herontplooiing van de Strijdkrachten : gebieden aanpalend aan de start- en landingsbanen van de luchthaven Luik-Bierset;
- woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- bedrijfsruimten : grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Grâce-Hollogne;
- gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen; grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- het grondgebied vallend onder het gewestplan Luik voor wat betreft de planologische compensaties van de woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter voorbehouden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003;
- andere planologische compensaties; grondgebieden van de gemeenten Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse.

Het effectenonderzoek slaat op :

- de voordelen op milieuvlak van de lokalisering van de bouw van een voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren te Ans;
- de impact van het voorontwerp op het orohydrografische evenwicht van de gemeente Awans.

De analyse van de afbakening van het project en van de voorwaarden voor de ontsluiting van de bestemmingsgebieden, evenals het zoeken naar varianten, moeten beperkt worden tot de meest relevante onderzoeksomtrek rekening houdende met de overwogen aard van het milieu en druk voortvloeiende uit de vestiging.

De onderzoeksomtrek (microgeografische schaal) van de bestanddelen van het voorontwerp die de biodiversiteit, de bevolking (mobiliteit, ...), het water (ondergronds, oppervlakte-, lozingswater), de lucht, de klimaatfactoren, de landschappen, de land- en bosbouwactiviteit zouden kunnen verstoren hangt af van het grondgebied dat onder de invloed zou kunnen komen te staan van elk onderzocht vraagstuk.

Meer bepaald wordt de onderzoeksomtrek van de bestanddelen van het voorontwerp en van de compensaties ervan op fauna, flora, bodem, materieel goed en cultureel erfgoed beperkt tot de betrokken gronden.

2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens

Het effectenonderzoek is opgesteld rekening houdend met de specificiteiten van het project en is een document waarvan de nauwkeurighedsgraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Alle punten van deze inhoud moeten a priori als onontbeerlijk beschouwd worden, hoewel de auteur van het onderzoek voor kan stellen om de analyse op bepaalde punten in te korten voor zover hij aantoonde dat ze ten opzichte van het onderzochte voorontwerp niet relevant zijn.

Overigens kan de auteur altijd, als hij dat in het onderzochte dossier belangrijk vindt, één of ander punt dat niet in het bestek voorkomt, aan bod laten komen en bespreken.

De wijzigingsfactoren (of de verstorende bestanddelen) van de omgeving en de bestanddelen die de feitelijke en de rechtstoestand uitmaken worden in bijlage aangegeven, en dan moeten de auteurs van het milieueffectenonderzoek slechts de relevante factoren in overweging nemen of de gegevens toevoegen die zij als noodzakelijk beschouwen.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan volgende gegevens :

- beoordeling van de impact van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik op de mobiliteit, de netwerken en de infrastructuren (saneringsplan van het onderstroomgebied van de Maas-stroomafwaarts, enz.);
- beoordeling van de impact van de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur Luik-Bierset op de onroerende goederen opgenomen op de erfgoedlijst van Wallonië; voorstellen tot herbestedingen;
- beoordeling van de impact van de uitbreiding van de militaire basis op de menselijke gezondheid (geluidshinder) en de inrichting van naburige gebieden;
- analyse van de behoeften aan woongebieden op het grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van het overwogen woongebied in de gemeente Ans op het (grond)water, het landschap en de inrichting van naburige gebieden;
- beoordeling van de drukfactoren bij de vestiging van de overwogen bebouwbare gebieden in de gemeente Ans;
- beoordeling van de impact van het gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen in de gemeente Ans op de inrichting van de naburige gebieden;
- analyse van de behoeften aan bedrijfsruimten op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van de overwogen gemengde bedrijfsruimte in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse op de bevolking (mobiliteit) en op het landschap;
- beoordeling van de meer bepaald fysieke drukfactoren bij de vestiging van de overwogen bebouwbare gebieden in de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- beoordeling van de impact van de opnemingsgebieden bestemd voor landbouw te Flémalle en Saint-Georges-sur-Meuse op de landbouwactiviteit;
- beoordeling van de impact van de voorkomingsgebieden bepaald rondom de bestaande waterwinningen op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik;
- beoordeling van de impact van de aanwezigheid van stortplaatsen op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik;
- beoordeling van de vermoedelijke geluidsniveaus waaraan de voor bebouwing bestemde gebieden onderworpen zullen worden wegens het lawaai geproduceerd door de wegen- en spoorweginfrastructuur, het luchtverkeer en de nijverheid en activiteiten onderworpen aan een milieuv vergunning.
- beoordeling van de impact van de aanwezigheid van voormalige mijnontginningen, van kalkfosfaat, krijt en silex op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik.

Die lijst is onvolledig.

De herziening van het gewestplan Luik vormt het kader voor volgende projecten en activiteiten :

- vrijwaring en bescherming van de luchthaveninfrastructuur;
- herontplooiing van de Strijdkrachten.
- een woongebied van 43 ha op het grondgebied van de gemeente Ans en twee woongebieden van 45 ha op het grondgebied van de gemeente Saint-Georges-sur-Meuse;
- bouw van een voetbalstadion en een vormingscentrum voor jongeren te Ans;
- economische activiteiten in Grâce-Hollogne;
- bouw van een rusthuis en intergenerationele woningen in Saint-Georges-sur-Meuse;

De nauwkeurigheidsgraad van het effectenonderzoek moet in dat geval gelijkwaardig zijn aan de nauwkeurigheidsgraad die geëist zou worden voor de beoordeling van de effecten betreffende de aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen voor elk ervan.

Fase I : ANALYSE VAN HET VOORONTWERP

A. SAMENVATTING VAN DE INHOUD VAN HET VOORONTWERP VAN HERZIENING VAN HET GEWESTPLAN EN OMSCHRIJVING VAN DE DOELSTELLINGEN EN MOTIVERINGEN VAN DE WAAELSE REGERING

(artikel 42, lid 2, 1^o, van het Wetboek)

A.1. Samenvatting van de inhoud van het voorontwerp van herziening van het plan en omschrijving van de doelstellingen en motiveringen van de Waalse Regering.

Hier moet alleen het doel van de herziening van het gewestplan Luik samengevat worden en moeten de doelstellingen en de motiveringen van de Waalse Regering zoals ze worden vermeld in het besluit tot aanneming van het voorontwerp van plan benoemd worden.

Onder het doel van de herziening van het gewestplan Luik worden verstaan : de bestemmingsgebieden, de omtrekken waar een bijzondere bescherming verantwoord is, de bijkomende voorschriften voor stedenbouw of planologie, de andere inrichtingsmaatregelen en de kaart.

Onder doelstellingen van de Waalse Regering worden de doelen verstaan die zij nastreeft door te beslissen tot herziening van het plan.

Onder motiveringen van de Waalse Regering worden verstaan de redenen waarvoor zij de herziening van het gewestplan Luik als noodzakelijk beschouwt voor de realisatie van de doelstellingen.

A.2. Analyse

A.2.1. Onderzoek van de overeenstemming van de doelstellingen van het voorontwerp met de gewestelijke opties

Enerzijds wordt de band tussen het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik en andere relevante plannen en programma's aangeduid en anderzijds worden de relevante doelstellingen inzake de bescherming van het leefmilieu ten opzichte van het voorontwerp vernoemd.

A.2.2. Onderzoek van de bestemmingsgebieden ten opzichte van de doelstellingen van de Waalse Regering

Er wordt nagegaan of de bestemmingsgebieden buiten de compensaties, de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur, de bijkomende voorschriften op vlak van stedenbouw of planologie, de andere inrichtingsmaatregelen, opgenomen in het voorontwerp van plan bijdragen tot de doelstellingen van de Waalse Regering.

A.2.3. Onderzoek van de overeenstemming van het voorontwerp met de vigerende reglementeringen

Er moet worden nagegaan of het voorontwerp met de vigerende reglementeringen en in het bijzonder artikel 46 van het Wetboek overeenstemt.

A.2.4. Identificatie/validering van het (de) referentiegrondgebied(en)

Het referentiegrondgebied is het grondgebied waarop de reflectie moet berusten over de relevantie van de herziening van het gewestplan Luik voor wat betreft de behoeften en de ligging van de bestemmingsgebieden. Het beantwoordt aan wat in het Wetboek "bedoeld grondgebied" wordt genoemd (art. 42, lid 2, 3°).

De analyse van de behoeften die het voorontwerp verantwoorden en de lokalisering van de verschillende bestanddelen ervan, alsook het zoeken naar varianten, moeten beperkt worden tot volgende gebieden :

- Wat betreft de reserveringsomtrek van de luchthaveninfrastructuur : gebieden aanpalend aan de luchthaven Luik-Bierset;
 - Wat betreft de herontplooiing van de Strijdkrachten : gebieden aanpalend aan de start- en landingsbanen van de luchthaven Luik-Bierset;
 - Wat betreft de woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
 - Wat betreft de bedrijfsruimtes : grondgebied van de gemeenten Saint-Georges-sur-Meuse en Grâce-Hollogne;
 - Wat betreft de gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen : grondgebied van de gemeenten Ans en Saint-Georges-sur-Meuse;
 - Wat betreft de planologische compensaties van de woongebieden en woongebieden met een landelijk karakter voorbehouden bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2003 : grondgebied vallend onder gewestplan Luik;
 - Wat betreft de andere planologische compensaties : grondgebied van de gemeenten Ans, Awans, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Grâce-Hollogne en Saint-Georges-sur-Meuse.
- De auteur van het onderzoek mag daar andere referentiegebieden bij betrekken. In dat geval verantwoordt hij zijn keuzes.

A.2.5. Synthese

De nadruk wordt gelegd op de doelstellingen van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik ten opzichte van de verenigbaarheid ervan met de gewestelijke opties en de conclusies op de referentiegebieden in combinatie met het voorontwerp of de andere bestanddelen of verzamelingen van bestanddelen ervan (de verschillende bestemmingsgebieden worden daarbij eventueel samengebracht tot samenhangende gehelen ten opzichte van hun referentiegebied).

A. ANALYSE VAN DE BEHOEFTE DIE HET VOORONTWERP VERANTWOORDEN

Hoe dan ook wordt voor elk bestanddeel of elk geheel van bestanddelen van het voorontwerp de vraag naar ruimte die daarvoor voorbehouden wordt beoordeeld en getoetst aan het relevante aanbod, middels volgend stramien.

B.1. Evaluatie van de vraag

B.1.1. Omschrijving van de menselijke kenmerken van het betrokken grondgebied. De potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en de drukfactoren (zwakke punten en bedreigingen), en in het bijzonder de potentialiteiten die van invloed kunnen zijn op de vraag naar ruimte, dienen te worden aangeduid. Enkel de bestanddelen die relevant zijn ten opzichte van het voorontwerp of van één van de bestanddelen of van één van de verzamelingen bestanddelen ervan moeten worden overwogen.

B.1.2 Evaluatie van de vraag naar (of het gebrek aan) ruimte voor de bestemmingen onderzocht in het referentiegrondgebied.

B.2. Evaluatie van het aanbod

B.2.1. Identificatie van de liggingscriteria die voldoen aan de doelstellingen van het voorontwerp, aan de gewestelijke opties en aan de vigerende reglementeringen.

B.2.2. Evaluatie van het pertinente aanbod van ruimte voor de bestemmingen onderzocht in het referentiegrondgebied.

B.3. Conclusie

Evaluatie op kwantitatief en kwalitatief gebied van de noodzaak om nieuwe oppervlakten voor te behouden voor de onderzochte bestemmingen en om nieuwe verkeersinfrastructuren op te nemen in de referentiegebieden.

B. ANALYSE VAN DE LIGGING VAN DE BESTEMMINGSGEBIEDEN

Het gaat er hier om op schaal van het (de) referentiegrondgebied(en) de ligging van de verschillende bestemmingsgebieden en tracés van het voorontwerp te valideren rekening houdend met :

- de menselijke, en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van bovengenoemde gebieden;
- de gewestelijke opties die op die grondgebieden toepasselijk zijn;
- de liggingscriteria die in punt C geïdentificeerd moeten worden (naar gelang van de doelstellingen van het voorontwerp, van de principes inzake ruimtelijke ordening en van de vigerende reglementeringen); en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen die grondgebieden te zoeken.

C.1. Analyse van de menselijke en milieueigenschappen van de referentiegrondgebieden

Omschrijving van de belangrijkste menselijke en leefmilieukenmerken van de grondgebieden. De potentialiteiten (troeven en opportuniteiten) en de drukfactoren (zwakke punten en bedreigingen) voor de ligging van de bestemmingsgebieden en de overwogen tracés dienen te worden aangeduid met aanmaking van een cartografische synthese.

Er wordt rekening mee gehouden op schaal van het (de) referentiegrondgebied(en). De feitelijke, de rechts- en de leefmilieutoestand worden (op microgeografische schaal) nauwkeurig besproken in fase II van het onderzoek.

C.2. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

Het gaat er om de visie die door de gewestelijke oriënterende documenten aan het (de) referentiegrondgebied(en) wordt verleend in een cartografische synthese op te nemen.

C.3. Analyse van de relevantie van de ligging van de bestanddelen van het voorontwerp

Hier gaat het erom de relevantie van de ligging van de verschillende bestemmingsgebieden of gehelen van bestemmingsgebieden en van de tracés van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Charleroi te onderzoeken ten opzichte van de liggingscriteria die in fase B (namelijk punt B.2.1.) geïdentificeerd zijn, van de analyse van de eigenschappen van het referentiegrondgebied (C 1) en van de daarop toepasselijke grote gewestelijke opties (C 2).

C.4. Keuze van liggingsvarianten

Als het studie bureau van mening is dat het zoeken naar liggingsvarianten niet gerechtvaardigd is, moet het zijn positie ernstig motiveren.

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp of de bestanddelen of gehelen van bestanddelen ervan te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria die in fase B geïdentificeerd zijn op het referentiegrondgebied toe te passen met inachtneming van de analyse van de eigenschappen ervan (C.1.) en van de daarop toepasselijke gewestelijke opties (C.2.).

Deze poging kan indien nodig in twee etappes uitgevoerd worden :

- het zoeken naar potentiële sites voor liggingsvarianten;
- keuze van liggingsvarianten onder deze potentiële sites en de in het besluit overwogen sites.

C.5. Raming van de kosten en termijnen van de uitvoering van het plan en zijn liggingsvarianten

Dit punt moet met name de kosten ten laste van de privé-operatoren en die ten laste van de gemeenschap (MET, grossiersbedrijven, gemeenten, intercommunales...) onderscheiden.

C.6. Synthèse : vergelijking van het voorontwerp van plan en van zijn liggingsvarianten

De voor- en nadelen van de ligging van de verschillende bestemmingsgebieden of gehelen van bestemmingsgebieden en van de tracés van het voorontwerp en de liggingsvarianten worden vastgesteld, met name voor de volgende gegevens :

- de belangrijkste menselijke en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied;
- de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- de liggingscriteria (met inbegrip van de doelstellingen van het voorontwerp, de principes inzake ruimtelijke ordening en de vigerende reglementeringen);
- de kosten en termijnen van de uitvoering

C.7. Analyse van de impact van de planologische compensaties :

- groengebied;
- landbouwgebieden;
- natuurgebied;
- parkgebieden.

Afronding van fase I

Samenvatting van de verantwoording van het voorontwerp of zijn verschillende bestanddelen of gehelen van bestanddelen en conclusies.

Fase II : LEEFMILIEUBEOORDELING**A. ANALYSE VAN DE AFBAKENING EN VAN DE UITVOERING VAN DE BESTEMMINGSGEBIEDEN**

Op lokale schaal worden de afbakening en de voorwaarden voor de ontsluiting van de bestemmingsgebieden en de tracés van het voorontwerp en van elke liggingsvariant verder verfijnd na de gedetailleerde analyse van hun onderzoeksomtrek.

Als één of verschillende liggingsvarianten aan het einde van fase C in overweging worden genomen, moet punt D herhaald worden voor elke van de liggingsvarianten.

De onderzoeksomtrek van de bestemmingsgebieden van het voorontwerp en van de liggingsvarianten is dat deel van het grondgebied dat door de ontsluiting getroffen kan worden of dat bij vestiging ervan onder druk kan komen te staan. Hij kan dus verschillend zijn naar gelang van elk van de aspecten van de bestaande toestand aangezien hij afhankelijk is van de aard van het milieu (min of meer gevoelig voor de aan het project inherente wijzigingsfactoren) of van de overwogen drukfactor.

(art.. 2, 11^o, van het Wetboek)

D.1. Beschrijving van de bestaande rechtstoestand

De elementen van de bestaande rechtstoestand die dreigen te lijden onder de effecten van de in D 1 geïdentificeerde wijzigingsfactoren van de omgeving, die men "kwetsbaarheden van de omgeving" (art. 42, tweede lid, 4^o, van het Wetboek) zal noemen, of die drukfactoren vormen voor de geplande vestiging, dienen te worden aangeduid. Zij moeten in kaart worden gebracht.

Een bijzondere aandacht zal worden besteed aan de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG. (art.. 2, 5^o, van het Wetboek)

De bestanddelen van een bestaande rechtstoestand worden in bijlage D.1 vermeld zonder volledigheid na te streven.

D.2. Beschrijving van de bestaande feitelijke toestand

De elementen van de bestaande feitelijke toestand die dreigen te lijden onder de effecten van de in D 1 geïdentificeerde wijzigingsfactoren van de omgeving, die men "kwetsbaarheden van de omgeving" zal noemen, of die drukfactoren vormen voor de geplande vestiging, dienen te worden aangeduid. Zij moeten in kaart worden gebracht.

Er wordt een bijzondere aandacht besteed aan :

— de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG;

— de aanwezigheid van vestigingen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van Richtlijn 96/82/EG. (Er wordt bijzondere aandacht besteed aan de UCB-bedrijfslocatie waarvan de activiteit een lage SEVESO-drempel heeft.);

— de opnemingsgebieden waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu in de zin van Richtlijn 96/82/EG.

De bestanddelen van een bestaande rechtstoestand worden in bijlage D.2 vermeld zonder volledigheid na te streven.

D.3. Identificatie van de wijzigingsfactoren van het milieu gebonden aan de bestanddelen van het voorontwerp en beoordeling van hun effecten op natuurlijk en menselijk milieu

De aspecten of componenten van het project die de omgeving zouden kunnen storen, worden geïdentificeerd en gerangschikt volgens hevigheid ervan (sterke, middelmatige, zwakke, te verwaarlozen of onbestaande verstoring) voor elk van de drie volgende stappen voor de uitvoering van het plan :

- uitrusting van de bestemmingsgebieden, bouw van installaties en aanleg van infrastructuur;
- werking van de activiteiten;
- rehabilitatie van het activiteitsgebied.

In dit geval hoeft de rehabilitatiefase niet in overweging te worden genomen daar de overwogen bestemmingsgebieden in principe onomkeerbaar zijn.

De te onderzoeken wijzigingsfactoren van de omgeving worden in bijlage D.3 vermeld zonder volledigheid na te streven.

De te onderzoeken storende componenten van de omgeving worden in bijlage D.4 vermeld zonder volledigheid na te streven.

D.4. Voorstelling van de afbakings- en uitvoeringsvarianten bij de ontsluiting van de bestemmingsgebieden

Vertrekkend van de "kwetsbaarheden" en van de "drukfactoren" die onder D.1. en D.2. geïdentificeerd zijn, moet worden gezocht naar de afbakingsvarianten en de varianten van de ontsluitingsvoorwaarden voor de bestemmingsgebieden en de tracés van het voorontwerp.

De varianten dienen ter voorkoming, ter vermindering of ter compensatie van de leefmilieueffecten en de drukfactoren voortvloeiend uit de vestiging. Een gelijkwaardige denkoefening zal in punt D.6. uitgevoerd worden na beoordeling van de milieueffecten van de hier geïdentificeerde varianten.

De afbakingsvarianten slaan op de omtrek van een bepaald bestemmingsgebied en een bepaald tracé van een infrastructuur.

De uitvoeringsvarianten omvatten de bijkomende voorschriften en de andere denkbare inrichtingsmaatregelen (zie bijlage A).

D.5. Beoordeling van de vermoedelijke effecten bij de verschillende stappen voor de uitvoering van het plan van de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden (art. 42, lid 2, 8^o en 9^o van het Wetboek)

Aangeduid dienen te worden de elementen van de bestaande rechtstoestand en van de bestaande feitelijke toestand die dreigen te lijden onder de effecten van de wijzigingsfactoren van de omgeving, gebonden aan de liggingsvarianten aangeduid onder punt C en aan de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden aangeduid onder punt D om hun niet te verwaarlozen vermoedelijke (secundaire, cumulatieve, synergische, permanente en tijdelijke, zowel positieve als negatieve) effecten (op korte, middellange en lange termijn) op het leefmilieu, de land- en bosbouwactiviteit duidelijk te maken.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor elke stap in de uitvoering van de varianten :

- uitrusting van de bestemmingsgebieden, bouw van installaties en aanleg van infrastructuur;
- werking van de activiteiten;

D.5.1 Identificatie van de voornaamste milieueffecten

De te onderzoeken milieueffecten worden opgesomd in bijlage D.4. in een niet-beperkende lijst.

D.5.2 Vergelijking van de varianten

De effecten van het voorontwerp van plan en van de verschillende varianten op de omgeving worden vergeleken.

D.5.3 Vermoedelijke evolutie bij niet-uitvoering van het plan

Hier wordt de vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand onderzocht, mochten het plan of één van de bestanddelen ervan of een geheel van bestanddelen niet worden uitgevoerd (artikel 42, lid 2, 3^o, van het Wetboek).

D.5.4 Beoordeling van de vermoedelijke effecten op het leefmilieu van de naburige Gewesten/staten

Met deze analyse moet eveneens worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn varianten (inzake ligging/afbakening/uitvoering) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de naburige Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005.

D.6. Maatregelen die uitgevoerd dienen te worden ter voorkoming, vermindering of compensatie van de varianten voor de afbakening of ontsluitingsvoorwaarden (art. 42, lid 2, 10^o, van het Wetboek).. 2, 10^o, van het Wetboek)

D.6.1. Uit te voeren maatregelen

Doel is de maatregelen die moeten worden genomen om de negatieve effecten van de in D 4. bepaalde verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten te beperken, te verminderen of te compenseren, te identificeren.

Het kan gaan om :

- een aanpassing van naburige bestemmingsgebieden;
- bijkomende voorschriften;
- andere inrichtingsmaatregelen.

D.6.2. Doeltreffendheid van elke maatregel en inschatting van de (niet-reduceerbare) residuele effecten van het voorontwerp of zijn verschillende bestanddelen of gehelen van bestanddelen en elke variant

D.6.3. Vergelijking van het voorontwerp of zijn verschillende bestanddelen of gehelen van bestanddelen en elke variant

D.7. Raming van de kosten en termijnen van de uitvoering van de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden

De raming betreft de kostprijs en de termijn voor de uitvoering van de varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden, aangeduid onder punt D.4, en zij worden vergeleken met kostprijs en termijn van het voorontwerp of de bestanddelen of gehelen van bestanddelen en liggingsvarianten, aangeduid onder punt C.6.

D.8. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd

A. SYNTHESE VAN DE EVALUATIE (stemt gedeeltelijk overeen met artikel 42, lid 2, 11^o, van het Wetboek)

De voor- en nadelen van de verschillende varianten aangeduid onder punt C (liggingsvarianten) en onder punt D (varianten voor de afbakening en de ontsluitingsvoorwaarden) worden hier vastgesteld.

De resultaten worden hier besproken, met name ten opzichte van de inachtneming van artikel 1e, § 1, van het Wetboek en ten opzichte van de inoverwegingname van de milieubeschermingsdoelstellingen aangeduid onder punt A.2.1., met inbegrip van de motiveringen van het voorontwerp.

Die synthese dient om te beslissen of het gepast is om het plan te wijzigen op grond van een vollediger wetenschappelijke analyse dan die waarop het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel gegrond was en, mocht dat het geval zijn, om te opteren voor een inrichting die verenigbaar is met art. 1, § 1, van het Wetboek. Zij maakt al dan niet een validering mogelijk van de motiveringen van het voorontwerp, aangeduid in punt A.1.

Met deze synthese moet worden vastgesteld of de in het voorontwerp van plan en zijn varianten (inzake ligging/afbakening/uitvoering) voorgestelde inrichting belangrijke effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu van de aangrenzende Gewesten met het oog op de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 43, § 2, van het Wetboek. Dat standpunt moet verantwoord worden door de resultaten van het onderzoek.

B. AANVULLINGEN

F.1. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de belangrijke milieueffecten van de uitvoering van het gewestplan

(art.. 2, 13^o, van het Wetboek)

Hier wordt de lijst opgemaakt van de niet-verwaarloosbare effecten, worden opvolgingsindicatoren voor die effecten voorgesteld, evenals berekeningswijze ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, en hun grenswaarden.

F.2. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden

(art.. 2, 12^o, van het Wetboek)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te beschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

F.3. Grenzen van het onderzoek

Het betreft de punten van het onderzoek die in de milieueffectbeoordelingen diepgaand onderzocht zouden moeten worden, die bij de vergunningsaanvragen op de concrete projecten uitgevoerd zullen worden.

C. NIET-TECHNISCH SAMENVATTING (maximum 30 bladzijden + illustraties)

(art.. 2, 14^o, van het Wetboek)

Die samenvatting moet verstaanbaar zijn voor een leek. Zij moet voldoende gedocumenteerd zijn en op zichzelf staan.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opnemings van de aanvullende planologische compensaties.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage A

Bijkomende voorschriften en andere inrichtingsmaatregelen

de bijkomende voorschriften (artikel 23, § 2, 2^o, WWROSP) worden bepaald in artikel 41 en kunnen met name betrekking hebben op :

- de bepaling van de bestemming van de gebieden;
 - de fasering van hun bezetting;
 - de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
 - de dichtheid van de gebouwen of woningen;
 - de verplichting om een gemeentelijk plan van aanleg voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken;
 - de verplichting om een voorafgaand gemeentelijk stedenbouwkundig reglement uit te werken;
- of nog enig ander soort voorschrift inzake stedenbouw of planologie.

De in artikel 23, tweede lid, 2^o van het Wetboek bedoelde andere inrichtingsmaatregelen omvatten met name : lid 2, 3^o, van het Wetboek :

- de in of buiten de site geplande uitrustingen (infrastructuren voor vervoer, water-, gas-, elektriciteitsaanvoer, riolering/zuivering);
- de voorzieningen voor het milieubeheer en voor de vermindering van de effecten (zuiveringsstation, vergaarkom);
- de maatregelen voor landschapsintegratie;

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opnemings van de aanvullende planologische compensaties.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage D.1.

Bestaande rechtstoestand

De volgende elementen moeten overwogen worden :

- De omtrekken en de reglementaire inrichtingsgebieden :
gedecentraliseerde gemeenten en/of gemeenten die een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement hebben goedgekeurd, omtrekken van gemeentelijke plannen van aanleg, gemeentelijk rioleringsplan, omtrekken vastgesteld in toepassing van het algemeen reglement op de bouwwerken in landelijk gebied,...;
 - De territoriale elementen onderworpen aan een bijzondere regelgeving :
juridisch statuut van het wegnennet en van de verbindingswegen; juridisch statuut van de bossen en wouden, autonoom net voor traag verkeer...
 - De vergunningsomtrekken met beperking van het burgerlijk recht :
omtrekken van de bestaande verkavelingen, omtrekken waarvoor het rampfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemene nutte...
 - De omtrekken gebonden aan de beleidsvormen inzake operationele inrichting :
ruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden...
 - De patrimoniale omtrekken en sites :
beschermde monumenten en sites met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst van de bomen en bijzondere hagen...
 - De omtrekken van leefmilieudrukfactoren (w.o. o.m. de voorkomingsomtrekken van waterwinningen, de Natura 2000-gebieden, de risicogebieden inzake overstromingen, de gebieden gebonden aan het overstromingsonderzoek, enz.).
 - De omtrekken van ruilverkavelingen :
afbakening van de landschappelijk waardevolle omtrekken zoals opgenomen in het gewestplan.
 - De landschappelijk waardevolle omtrekken :
afbakening van de landschappelijk waardevolle omtrekken zoals opgenomen in het gewestplan.
- Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opnemings van de aanvullende planologische compensaties.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage D.2.

Bestaande feitelijke situatie**Biofysisch milieu**

- Lucht en klimaat (waarvan windrichting)
- Oppervlakte- en grondwater
- Grond en ondergrond (waarvan het reliëf en de identificatie van afzettingen met een te beschermen hoge economische of patrimoniale waarde)
 - Biotopen (in het bijzonder de bestaande steen- en zandgroeven);
 - Risico's op natuurrampen en geotechnische drukfactoren waaraan de studieomtrek onderworpen is :
 - overstromingen;
 - karstnatuurfenomenen;
 - mijnrisico;
 - instorting;
 - grondverschuiving;
 - aardbevingsrisico.
 - Landschappelijk waardevolle omtrekken (naar gelang van de krachtlijnen van het landschap en de aanwezigheid van uitzonderlijke uitzichten)
 - Gebieden voor de aanleg van eventuele spaarbekkens.

Menselijk milieu

- Geluids- en geuromgeving;
- Ligging van de woongebieden, stedenbouwkundige structuur en architecturale vorm van het bebouwd gedeelte en van de openbare ruimten;
- Culturele en natuurlijke erfgoederen;
- Landschap en visuele omgeving;
- Infrastructuren en uitrustingen;
- Het verkeer van de langzame vervoermiddelen;
- Aanwezigheid van onroerende goederen of van een beschermde site;
- Net van openbare vervoersmiddelen en frequenties - bereikbaarheidskaarten.
- Bestaan van kwetsbare gebieden bij SEVESO-vestigingen.

De menselijke activiteiten

- Aard en eigenschappen van de huidige en potentiële activiteiten (in het kader van het huidige gewestplan);
- Gevoelige sociaal-culturele uitrustingen;
- Andere menselijke bezigheden gevoelig voor de storende activiteiten;
- Landbouwactiviteiten;
- Andere economische activiteiten.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opnemings van de aanvullende planologische compensaties.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage D.3.
Wijzigingsfactoren van het milieu**Wijzigingsfactor van het milieu gebonden aan de mobilisatie of de consumptie van natuurlijke hulpbronnen**

• Immobilisatie van de bodem en ondergrond (winning uit de bodem en de ondergrond ten opzichte van andere bestaande en potentiële menselijke activiteiten);

- Waterconsumptie

Wijzigingsfactoren van het milieu gebonden aan de lozingen en emissies van de activiteiten

- Geluidshinder
- Vaste, vloeibare en gasachtige lozingen, afvalstoffen.

Wijzigingsfactoren van het milieu of risico's gebonden aan de opslag van producten

- Grondstoffen, processtoffen, producten, bijproducten en afvalstoffen,...

Wijzigingsfactoren van het milieu gebonden aan de mobilisatie van de infrastructuur en openbare uitrustingen binnen en buiten de site

- Mobilisatie van de wegen - verkeer;
- Mobilisatie van de parkeerplaatsen;
- Mobilisatie van de aanvoeruitrustingen (rechtverkrigenden : water, elektriciteit, pijpleidingen,...);
- Mobilisatie van de infrastructuur voor opvang en zuivering van afvalwater.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opnemings van de aanvullende planologische compensaties.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Bijlage D.4.
Milieueffecten**Effecten op lucht en klimaat**

• Eventuele verstoring van het microklimaat door hoge gebouwen (schaduw, turbulentie aan de voet van hoogbouw ...);

• Eventuele deelneming aan de mistvorming door de emissie van stoffen in de lucht onder gunstige spreidingsvoorwaarden.

- Eventuele uitstoot van broeikasgassen, energieverbruik.

Effecten op het oppervlakte- en grondwater

• Wijziging van het hydrogeologische stelsel van de waterhoudende en hydrologische lagen van de waterlopen gebonden aan de impregnatie van de gronden door de gebouwen en inrichtingen in de bodem (wegen en parkeerplaatsen);

- Effecten op de rioleringsplannen (saneringsplan per onderstroomgebied);
- Wijziging van de chemische en microbiologische kwaliteit en van de troebelheid van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water;
- Wijziging van het stelsel van de waterlopen gebonden aan de lozingen van regen- en gezuiverd water;
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen;
- Mogelijk gebruik van plaatselijke watervoorraden door het putten;
- Karststelsel en instortingen door de bronbemaling van de lagen;
- Wijziging van de stroomgebieden na rechtekkingen van kleine beddingen van waterlopen;

- Effecten op de kwaliteit van het ondergrondse water.

Effecten op de grond en ondergrond

- Onomkeerbare immobilisatie van de grond en ondergrond gebonden aan de ligging van de gebouwen en aan inrichtingen van de bodem door de wegen en parkeerplaatsen;
- Gevaar voor toevallige verontreiniging gebonden met name aan de opslag van producten of afvalstoffen
- Kaarst- en/of mijninstortingen met hoge risico's.
- Grondverschuivingen wegens de aard van het geologisch substraat.

Effecten op de fauna en de flora

- Verwoesting en/of opdeling van de biotopen gebonden aan de ligging van de gebouwen, aan de inrichtingen van de bodem en aan de wijziging van het bodemreliëf;
- Verslechtering van de ecotopen door gasachtige, vloeibare of vaste verontreinigende stoffen;
- Verstoring van de fauna gebonden aan de activiteiten (geluid, bewegingen,...);
- De gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG (instandhouding van het wilde volgelsbestand) en 92/43/EEG (instandhouding van de natuurlijke habitats en van de wilde fauna en flora = Natura 2000-netwerk);
- Impact op de biologisch zeer waardevolle en op de belangrijke elementen voor de biodiversiteit en de ecologische doorgangen.

Effecten op de menselijke gezondheid en veiligheid

- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan lawaai geproduceerd door de wegen- en spoorweginfrastructuur, het luchtverkeer, de industrie en de activiteiten onderworpen aan een milieuvergunning;
- Verslechtering van de gezondheid gebonden aan de emissie van atmosferische verontreinigende stoffen;
- Inbreuk op de veiligheid gebonden aan de toename van het verkeer van motorfietsen, wagens, vrachtwagens op het wegennet;
- Trillingen te wijten aan de processen van de ondernemingen (zeven, stamp- en breekmachines...)

Effecten op aangenaam leefklimaat

- Verslechtering van de geuromgeving door de emissie van gasachtige verontreinigende stoffen en zelfs afvalstoffen;
- Verslechtering van de geluidsomgeving door de luidruchtige activiteiten en de toename van het verkeer;
- Verslechtering van de visuele kwaliteit gebonden aan de volumetrie of aan de architecturale en stedenbouwkundige samenstelling van de toekomstige gebouwen alsmede aan de vermoedelijke wijzigingen van het bodemreliëf om ze te bouwen.

Effecten op de materiële en patrimoniale goederen

- Beschadiging van de patrimoniale onroerende goederen door de atmosferische emissies van enkele verontreinigende industrieën;
- Schade aan eventuele archeologische plaatsen.
- Impact op de vastgoedtoestand.

Effecten op mobiliteit, verkeersnetten en infrastructures

- Scheiding van het verkeer per vervoersmiddel
- Ongeschikte mobilisatie van de verkeersinfrastructures verantwoordelijk voor de gevolgen op de vlotte doorstroming van het verkeer
- Verstoring door een ongeschikte last op het netwerk voor bruikbaarheid en zuivering van water
- Overbelasting van de elektriciteits-, gas- en communicatienetten.

Effecten op de activiteiten

- Effect op de primaire activiteiten (landbouw, bosbouw) die aanwezig zijn op de site van het voorontwerp gebonden aan de mobilisatie van de grond en ondergrond
- Effect op enkele gebruiken van de bodem en voortdurende of toevallige gevoelige activiteiten (woonplaatsen, toerisme...) gebonden aan eventuele geluids- of reukshinder.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 tot bevestiging van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Luik (bladen 41/4S, 41/8N, 41/8S, 42/1N, 42/1S en 42/5N), aangenomen op 19 juli 2007 en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van bladen 34/6 en 34/7 op het grondgebied van de gemeenten Bitsingen en Wezet met het oog op de opneming van de aanvullende planologische compensaties.

Namen, 20 december 2007.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE